

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2382

5 septembre 2014

SOMMAIRE

Altisource Holdings S.à r.l.	114301	BOP Luxembourg (125 OBS) Holdings S.à r.l.	114317
AMP Capital Investors (IDF No. 2) S.à r.l.	114316	Caisse Raiffeisen Musel-Sauerdall	114329
AMP Capital Investors (Infrastructure No. 1) S. à r.l.	114292	Candriam Luxembourg	114299
AMP Capital Investors (Infrastructure No. 2) S. à r.l.	114293	C Finance S.A.	114315
AMP Capital Investors (Infrastructure No. 3) S. à r.l.	114293	Charity S.A.	114290
AMP Capital Investors (Infrastructure No. 4) S. à r.l.	114317	Creatherm SA	114318
AMP Capital Investors (Kemble Water) S. à r.l.	114316	Crosstree Real Estate Finance S.à r.l. ...	114317
AMP Capital Investors (Luxembourg No. 6) S.à r.l.	114318	Flossbach von Storch SICAV	114292
AMP Capital Investors (REST European Infrastructure No. 2) S.à r.l.	114316	Future Invest S.A., SPF	114290
AMP Capital Investors (REST European Infrastructure No. 3) S.à r.l.	114317	ING (L) II	114291
Amundi Funds	114297	IOR	114297
Auda Capital SCS SICAV-SIF	114295	Le Palmier Blanc S.à r.l.	114319
Auto Helfent S.A.	114318	LuxiPrivilège	114294
Babette S.A.	114319	Marimur S.A.	114292
Baeri S.A.	114316	Master SIF SICAV-SIF	114305
Banque Degroof Luxembourg S.A.	114317	Palomas	114334
BDPE S.à r.l.	114336	SEB Credit Opportunity III	114297
Bellavista Feeder Fund, SICAV-SIF	114319	SEB EuropaRent Spezial	114297
Bergen S.à r.l.	114291	Shanna S.A.	114316
Berlys Capital	114293	Silverlands (SA) Plantations	114319
Berlys Management S.à r.l.	114319	Sirius Investment Fund Sicav-SIF	114310
Berlys S.C.A.	114318	Société de Participations Innofi S.A.	114290
Bolt 2 S.A.	114315	Steel Balboa 1 S.à r.l.	114320
		Swiss Rock (Lux) Dachfonds Sicav	114291
		The Emerging Markets Strategic Fund ..	114297
		Vates	114293
		von der Heydt Invest S.A.	114298
		VR International	114334
		Weatherford International (Luxembourg) Holdings S.à r.l.	114334

Future Invest S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 47.499.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,
qui aura lieu le 23 septembre 2014 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2013.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2014138720/1023/17.

Société de Participations Innofi S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 81.786.

1) Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale ordinaire tenue extraordinairement le 30 juin 2014

«Renouvellement des mandats des membres du conseil d'administration et du commissaire aux comptes, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statutaire sur les comptes annuels au 31 décembre 2018.»

2) L'adresse de l'Administrateur, Président Monsieur Bernard BONTOUX a été changée et est située dorénavant à
5, Chemin du Creux du Châble
CH-1172 Bougy Villars
SUISSE

Pour SOCIETE DE PARTICIPATIONS INNOFI S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014095268/18.

(140112876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juillet 2014.

Charity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 157.672.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à:

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

du 23 septembre 2014 à 10.00 heures au siège de la société, pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes ;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
4. Divers

Pour assister ou pour se faire représenter par un mandataire à l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions ou un certificat de blocage, émis par une banque attestant la propriété effective des actions, ainsi que, le cas échéant, la procuration y afférente, trois jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale ordinaire au siège de la société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014138711/717/19.

Bergen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 171.397.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30. Juin 2014.

Référence de publication: 2014091846/10.

(140108979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

ING (L) II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 60.411.

Par le présent avis, les actionnaires sont conviés à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

de ING (L) II, qui se tiendra dans les locaux de ING Investment Management Luxembourg au 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, le 25 septembre 2014 à 11h00, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes au 30 juin 2014
3. Affectation des résultats
4. Décharge aux administrateurs
5. Nominations statutaires (démission(s) et/ou nomination(s))

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à la condition d'avoir cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître au Conseil d'Administration leur intention de prendre part à l'assemblée.

Le Conseil d'Administration de ING (L) II.

Référence de publication: 2014138722/755/19.

Swiss Rock (Lux) Dachfonds Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 137.055.

Im Einklang mit Artikel 22 der Satzung der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'Investissement à capital variable) Swiss Rock (Lux) Dachfonds ("Gesellschaft") findet die

JÄHRLICHE ORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre am 24. September 2014 um 12.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft, 9A, rue Gabriel Lippmann, L - 5365 Munsbach, Luxembourg, statt.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr vom 1. Juli 2013 bis zum 30. Juni 2014.
3. Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Ernennung der Verwaltungsratsmitglieder bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2015.
6. Ernennung des Abschlussprüfers bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2015.
7. Verschiedenes.

Die Zulassung zur Generalversammlung setzt voraus, dass die entsprechenden Inhaberaktien vorgelegt werden oder die Aktien bis spätestens zum 19. September 2014 bei einer Bank gesperrt werden. Eine Bestätigung der Bank über die Sperrung der Aktien genügt als Nachweis über die erfolgte Sperrung.

Munsbach, im September 2014.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft.

Référence de publication: 2014138718/2501/25.

AMP Capital Investors (Infrastructure No. 1) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 137.608.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014091808/9.

(140109405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Marimur S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 114.179.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,

qui aura lieu le 23 septembre 2014 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2013.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2014138719/1023/16.

Flossbach von Storch SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8009 Strassen, 23, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 133.073.

Die Aktionäre der Flossbach von Storch SICAV werden hiermit zu einer

ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 8. Oktober 2014 um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Anpassung der Artikel 1, 4 und 32 der Satzung an die Vorgaben aus der Richtlinie 2011/61/EU sowie die nationalen Bestimmungen in Luxemburg und Deutschland.
2. Anpassung des Artikels 17 zur Berücksichtigung der Vorgaben aus FATCA.

Ein Entwurf der neuen Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte der Tagesordnung der ersten Außerordentlichen Generalversammlung vom 4. September 2014 verlangten ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals, das nicht erreicht wurde. Insofern ist die Einberufung einer zweiten Außerordentlichen Generalversammlung erforderlich.

Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich. Die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Um an dieser zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien, ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich bis spätestens 2. Oktober 2014 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Zentralverwaltungsstelle der Flossbach von Storch SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) per Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014138717/755/29.

AMP Capital Investors (Infrastructure No. 2) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 137.605.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014091809/9.

(140109421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

AMP Capital Investors (Infrastructure No. 3) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 137.613.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014091810/9.

(140109423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Berlys Capital, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 55.428.

Le Bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014091847/10.

(140109681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Vates, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 167.548.

Die Aktionäre der Vates (die „Gesellschaft“) werden hiermit zur

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, welche am 25. September 2014 um 15:00 Uhr in den Geschäftsräumen des Notariats Hel-
linckx, 101, rue Cents, L-1319 Luxemburg mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Verlegung des Gesellschaftssitzes von 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg nach 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach mit Wirkung zum 01. November 2014.
2. Anpassung der Satzung an die Dokumente der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. und dementsprechende Neufassung mit Wirkung zum 01. November 2014.
3. Im Rahmen der Neufassung der Satzung soll der Gesellschaftszweck mit Wirkung zum 01. November 2014 folgenden Wortlaut erhalten:
Artikel 4 - Gesellschaftszweck
Der ausschließliche Zweck der Gesellschaft ist, die beschafften Mittel in Wertpapiere und andere zulässige Finanzanlagen im Sinne von Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 nach dem Grundsatz der Risikostreuung anzulegen und den Aktionären die Ergebnisse der Vermögensverwaltung zukommen zu lassen.
Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahme ergreifen und Transaktion ausführen, welche sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitestmöglichen Rahmen gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010.
4. Verlegung des Geschäftsjahresendes (Artikel 25 der Satzung) auf den 31. Oktober jeden Jahres, d.h. das Rechnungsjahr beginnt am 1. November und endet am 31. Oktober, sowie entsprechende Verlegung der jährlichen Generalversammlung auf den letzten Mittwoch im Februar eines jeden Jahres (Artikel 22 der Satzung).
5. Hinzuwahl von Herrn Christoph Kraiker als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft mit Wirkung zum 01. November 2014 vorbehaltlich der Genehmigung durch die Commission de Surveillance du Secteur Financier.
6. Sonstiges.

Der Entwurf der neugefassten Satzung ist am Sitz der Gesellschaft für die Aktionäre der Gesellschaft kostenfrei erhältlich.

Beschlüsse auf die Punkte der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung, verlangen ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50% des Gesellschaftskapitals sowie eine 2/3-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien.

Sofern das erforderliche Anwesenheitsquorum dieser Außerordentlichen Generalversammlung nicht erfüllt wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung einberufen. Diese wird, gleich welcher Anteil des Gesellschaftskapitals vertreten ist, Beschlüsse zur Tagesordnung mit 2/3-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien treffen können.

Teilnahme- und abstimmungsberechtigt sind alle Aktionäre, die dem Verwaltungsrat der Gesellschaft oder der Verwaltungsgesellschaft Alceda Fund Management S.A., 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, per Post oder per Fax +352 248 329 444 bis spätestens 19. September 2014 eine Bestätigung ihres Depots vorlegen können, aus der die Anzahl der Aktien im Besitz des Aktionärs hervorgeht, einschließlich der Bestätigung, dass die Aktien bis zum Tag nach der Versammlung gesperrt sind.

Alle Aktionäre, die zur Teilnahme und Abstimmung auf der Versammlung befugt sind, dürfen einen Stellvertreter ernennen, der in ihrem Namen abstimmt. Das Vollmachtsformular ist dann gültig, wenn es formell rechtmäßig ausgefüllt wurde und eigenhändig vom ernennenden Aktionär, oder von dessen Bevollmächtigten unterzeichnet wird und bis spätestens zum Geschäftsschluss des 19. September 2014 bei dem Verwaltungsrat der Gesellschaft oder bei der Verwaltungsgesellschaft Alceda Fund Management S.A., per Post oder per Fax +352 248 329 444 eingegangen ist.

Für die Anforderung entsprechender Vertretungsvollmachten oder bei Fragen im Zusammenhang mit der Teilnahme an der Versammlung wenden Sie sich bitte an corporate@alceda.lu.

Senningerberg, im September 2014.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014138723/1565/53.

LuxiPrivilège, Société d'Investissement à Capital Variable (en liquidation).

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 46.388.

Le liquidateur de la Société invite les actionnaires de la Société à participer à une :

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au 49, avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, le 26 septembre 2014 à 15 heures. Les actionnaires voudront bien prendre connaissance de l'ordre du jour de cette assemblée, qui est le suivant:

Ordre du jour:

1. Prise de connaissance et approbation du rapport annuel et rapport du réviseur pour la période comptable s'écoulant entre le 1^{er} octobre 2013 et le 28 juillet 2014;
2. Approbation des états financiers couvrant la période comptable s'écoulant entre le 1^{er} octobre 2013 et le 28 juillet 2014;
3. Décharge aux administrateurs;
4. Prise de connaissance et approbation du rapport du liquidateur;
5. Prise de connaissance et approbation du rapport du réviseur sur la liquidation;
6. Approbation des comptes de la liquidation et décision de distribuer le boni de liquidation aux actionnaires du fonds, tel que proposé par le liquidateur;
7. Instruction à la banque dépositaire d'effectuer le paiement des factures et sommes qui n'a pu être effectué avant la clôture de la liquidation;
8. Procédure de dépôt des fonds non distribués ainsi que ceux dont il n'a pas été possible de distribuer aux créanciers et/ou aux actionnaires;
9. Décharge au réviseur et au liquidateur;
10. Fixation du lieu où seront conservés les documents sociaux et les comptes de la Société pendant cinq ans à compter de la clôture de la liquidation;
11. Clôture de la liquidation;
12. Délégation de pouvoirs;
13. Divers.

Les actionnaires désirant assister à cette assemblée générale extraordinaire sont invités à déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée au guichet de State Street Bank Luxembourg SA à l'adresse suivante:

State Street Bank Luxembourg SA
49, avenue JF Kennedy
L-1855 Luxembourg

Les actionnaires souhaitant être représentés lors de cette assemblée pourront obtenir le formulaire de procuration auprès du même organisme et devront renvoyer ce formulaire complété le 24 septembre 2014 au plus tard par fax à l'attention de Mme Louise Chiappalone-Domiciliary Department auprès de State Street Bank Luxembourg S.A., au numéro (352) 46 40 10 413 et/ou par email à l'adresse: Luxembourg-domiciliarygroup@statestreet.com.

Cette assemblée générale extraordinaire se tiendra quel que soit le nombre d'actionnaires présents ou représentés. Les décisions seront approuvées au suffrage de la majorité simple des actions présentes ou représentées.

Le rapport du liquidateur ainsi que le rapport du réviseur d'entreprises sur les comptes de liquidation seront mis à la disposition des actionnaires au siège social de la Société dix jours avant la tenue de l'assemblée.

Luxembourg, le 5 septembre 2014.

Pour le liquidateur de la Société, Deynecourt, société à responsabilité limitée inscrite au Barreau de Luxembourg représentée par M^e Philippe-Fitzpatrick Onimus

Référence de publication: 2014138721/755/46.

Auda Capital SCS SICAV-SIF, Société en Commandite simple sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 188.215.

—
STATUTS

Extract of the limited partnership agreement of the Limited Partnership Agreement

1. Name of the fund. Auda Capital SCS SICAV-SIF

2. Legal form. Société en commandite simple

société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé

3. Jointly & severally liable partner. Auda Capital GP S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5 rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg register of trade and companies (registre de commerce et des sociétés), with RCS number B 187680 (the "General Partner" - "associé commandité"); and

4. Liability of the partners. The General Partner shall be liable in its capacity as Unlimited Partner with The Fund for all debts and losses, which cannot be recovered out of the Fund's assets.

Subject to, but within the limits of, the applicable provisions of the Law of 10 August 1915 and of this LPA, the Limited Partners shall not act on behalf of the Fund other than by exercising their rights as limited partners in the Fund and shall only be liable for the debts and losses of the Fund up to the amount of the funds which they have promised to contribute to the Fund.

5. Initial capital. The initial capital is set at three thousand Euro.

The capital of the Fund shall at all times be equal to the Net Asset Value of the Fund.

6. Corporate object. The purpose for which the Fund is established is:

"The object of the Fund is to collectively invest the funds available to it in a wide range of securities and other assets eligible under the Law of 13 February 2007, for the benefit of the Partners while reducing investment risks through diversification.

The Fund may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the Law of 13 February 2007 and in particular and without limitation, make investments, either directly or indirectly."

7. Registered office. Airport Center Luxembourg, 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg

8. Management / Representation of the fund. The Fund is managed by the General Partner "associé commandité" exclusively.

"The General Partner will have the broadest powers in its capacity as manager (gérant) of the Fund to administer and manage the Fund, to act in the name of the Fund in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Fund's object.

The Fund will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner represented by the joint signature of any two Managers together, or by the individual signatures of any person to whom such authority has been delegated by the Board.

No Limited Partner in such capacity shall represent the Fund."

9. Date of establishment / Duration. The Fund was established on 19 June 2014. The Fund is established for an unlimited period of time.

The Fund shall be dissolved if there is no longer at least one Limited Partner and one Unlimited Partner, which are distinct legal or natural persons.

On behalf of Auda Capital GP S.à r.l.

Signature

Duly appointed representative

Übersetzung des vorangehenden Textes:

Auszug aus dem Gesellschaftsvertrag der Gesellschaft (der "Fonds")

1. Name des Fonds. Auda Capital SCS SICAV-SIF

2. Rechtsform. Kommanditgesellschaft (Société en commandite simple)

Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - Spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé)

3. Unbeschränkt haftender Gesellschafter. Auda Capital GP S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet und bestehend unter Luxemburger Recht, mit eingetragenem Sitz in 5 rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Luxemburg und eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer R.C.S. B 187680, (der "Komplementär")

4. Haftung der Gesellschafter. Der Komplementär, in seiner Eigenschaft als unbeschränkt haftender Gesellschafter, haftet unbeschränkt gemeinsam mit dem Fonds für alle Verbindlichkeiten und Verluste der Gesellschaft, die nicht aus dem Vermögenswerten des Fonds ersetzt werden können.

Vorbehaltlich der anwendbaren Bestimmungen des Luxemburger Gesetzes vom 10 August 1915 und diesem Gesellschaftsvertrag sind die Kommanditisten vom Handeln für den Fonds ausgeschlossen, mit Ausnahme der Ausübung ihrer Rechte als Kommandisten des Fonds und sind nur verantwortlich für Verbindlichkeiten und Verluste des Fonds bis zu der Summe ihrer Einlagen zu welcher sie sich dem Fonds gegenüber verpflichtet haben.

5. Anfangskapital. Das Anfangskapital ist auf dreitausend Euro festgelegt.

Das Gesellschaftskapital des Fonds soll zu allen Zeiten gleich dem Nettoinventarwert des Fonds sein.

6. Gesellschaftszweck. Die Gesellschaft wurde für den nachfolgenden Zweck gegründet:

"Der Zweck der Gesellschaft ist die gemeinsame Anlage des ihm zur Verfügung stehenden Vermögens in eine groß angelegte Auswahl von Wertpapieren und anderen Vermögenswerten welche nach dem Gesetz vom 13 Februar 2007 zulässig sind, zum Vorteil der Gesellschafter bei gleichzeitiger Reduzierung des Investmentrisikos durch Risikostreuung.

Der Fonds kann in dem gemäß dem Gesetz von 2007 zulässigen Höchstumfang alle Maßnahmen ergreifen und alle Rechtsgeschäfte vornehmen, die er für die Erreichung und Verfolgung seines Unternehmenszwecks für zweckdienlich erachtet und insbesondere ohne eine Einschränkung des vorhergehenden Investitionen vornehmen, seien es direkt oder indirekt".

7. Eingetragener Sitz. Airport Center Luxembourg, 5, rue Heienhaff. L-1736 Senningerberg, Luxemburg

8. Geschäftsführung/Vertretungsbefugnisse. Die Geschäfte des Fonds werden ausschließlich durch den Komplementär "associé commandite" geführt.

"Der Komplementär ist mit den umfassendsten Befugnissen in seiner Eigenschaft als Geschäftsführer (gérant) ausgestattet, die Geschäfte des Fonds zu führen, im Namen des Fonds in jeder Beziehung zu handeln und alle Handlungen und Verfügungen vorzunehmen, die dem Gesellschaftszweck des Fonds entsprechen.

Der Fonds wird Dritten gegenüber durch die alleinige Zeichnung des Komplementärs verpflichtet, der wiederum durch die gemeinsame Unterschrift von zweien seiner Geschäftsführer vertreten wird oder durch die Einzelunterschrift jedweder Person, auf die eine solche Befugnis durch die Geschäftsführung des Komplementärs übertragen wurde.

Kein Kommanditist ist in dieser Eigenschaft zur Vertretung des Fonds berechtigt.

9. Gründungsdatum / Laufzeit. Der Fonds wurde am 19. Juni 2014 gegründet. Der Fonds wurde mit unbeschränkter Laufzeit gegründet.

Der Fonds wird aufgelöst, sofern nicht mehr mindestens ein Kommanditist und ein Komplementär vorhanden ist, wobei dies unterschiedliche juristische oder natürliche Personen sein müssen.

Für Auda Capital GP S.à r.l

Unterschrift

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2014093360/95.

(140112265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2014.

IOR, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Le règlement de gestion de IOR coordonné a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014137485/7.

(140156038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2014.

SEB Credit Opportunity III, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de SEB Credit Opportunity III coordonné a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014137484/8.

(140156037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2014.

SEB EuropaRent Spezial, Fonds Commun de Placement.

Dépôt rectificatif du dépôt L14/135713

Le règlement de gestion de SEB EuropaRent Spezial coordonné avec effet au 22 juillet 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Ce dépôt remplace le dépôt numéro L140139204.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014137486/9.

(140156423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2014.

Amundi Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 68.806.

The Emerging Markets Strategic Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 28.252.

L'an deux mille quatorze, le seize juin.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Le conseil d'administration de AMUNDI FUNDS une société anonyme, sous la forme d'une société d'investissement à capital variable, ayant son siège à L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer, établie à Luxembourg le 18 juillet 1985 comme fonds commun de placement et transformée en société d'investissement à capital variable suivant acte notarié en date du 15 mars 1999, publié au Mémorial des Sociétés et Associations (the «Mémorial»), numéro 298 du 28 avril 1999, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B68.806,

Le conseil d'administration de THE EMERGING MARKETS STRATEGIC FUND, une société anonyme, sous la forme d'une société d'investissement à capital variable, ayant son siège à L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer, établie à Luxembourg suivant acte notarié en date du 29 Juin 1988, publié au Mémorial des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 205 du 1^{er} août 1988, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B28.252 (le «RCSL»);

Les deux sociétés sont dûment représentées, en conformité avec la délégation de pouvoirs donnée par le conseil d'administration de The Emerging Markets Strategic Fund en vertu d'une résolution circulaire en date du 28 février 2014 et par le conseil d'administration d'Amundi Funds en vertu d'une résolution circulaire en date du 28 février 2014 par la société Amundi Luxembourg, ayant son siège social à Luxembourg, 5 allée Scheffer L-2520, elle-même représentée par Madame Stéphanie Doebélé, employée privée, demeurant professionnellement à L-2520 Luxembourg, 5 allée Scheffer, en vertu de deux procurations en date du 16 juin 2014, ces procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement,

Une assemblée générale de The Emerging Markets Strategic Fund s'est tenue en date du 6 juin 2014 pour décider, parmi d'autres, d'approuver la fusion (la «Fusion») par laquelle The Emerging Markets Strategic Fund (ci-après le «Fonds Absorbé») fusionnera dans Amundi Funds Equity Emerging World (ci-après, le «Compartiment Absorbant»), compartiment d'Amundi Funds et de décider de fixer la date effective de la Fusion au 13 juin 2014.

Les résolutions circulaires, le procès-verbal de l'assemblée générale de The Emerging Markets Strategic Fund, signées ne varietur par le comparant et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, ainsi représentés, ont requis le notaire instrumentant de constater comme suit:

I. Que le conseil d'administration de Amundi Funds en date du 28 février 2014 et l'assemblée générale de The Emerging Markets Strategic Fund en date du 6 juin 2014 sur proposition de son conseil d'administration par résolution circulaire en date du 28 février 2014 (une copie de la résolution circulaire du conseil d'administration d'Amundi Funds et de The Emerging Markets Strategic Fund et du procès-verbal de l'assemblée générale de The Emerging Markets Strategic Fund resteront annexés au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement):

(i) de procéder à la Fusion, telle que prévue à l'article 1, point 20) a), de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, par absorption par laquelle le Fonds Absorbé a été respectivement fusionné dans le Compartiment Absorbant conformément aux dispositions des articles 65 et suivants de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif (la «Loi de 2010»); et

(ii) que la Fusion a pris effet le 13 juin 2014 à l'égard des actionnaires du Fonds Absorbé et du Compartiment Absorbant (la «Date de Prise d'Effet»).

II. Qu'en conséquence de la Fusion du Fonds Absorbé dans le Compartiment Absorbant d'Amundi Funds, le Fonds Absorbé a cessé d'exister.

Les livres et documents du Fonds Absorbé resteront déposés pour la durée de cinq ans au 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

III. Qu'à la lumière des considérations ci-avant sous I. et II., le conseil d'administration d'Amundi Funds et de The Emerging Markets Strategic Fund ainsi représenté demande au notaire soussigné de constater officiellement que, conformément à l'article 66 (4), paragraphe 4 de la Loi de 2010, lu conjointement avec l'article 65 de ladite loi, la Fusion a pris effet le 13 juin 2014.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture de l'acte, le comparant susmentionné, connu du notaire par ses noms, prénom, état civil et résidence, a signé avec nous, le soussigné notaire, le présent acte.

Signé: S. DOEBLE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 juin 2014. Relation: LAC/2014/29195. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Référence de publication: 2014100742/64.

(140118540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

von der Heydt Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5884 Hesperange, 304, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 114.147.

—
Mitteilung an die Anteilhaber

AMF - Shedlin Warrior Fund

ISIN: LU0219309035 / WKN: A0EQ07

Die Anteilhaber des AMF - Shedlin Warrior Fund (der „Teilfonds“), einem Teilfonds unter dem Umbrella Fonds AMF (der „Fonds“), werden hiermit darüber in Kenntnis gesetzt, dass aufgrund des geringen Volumens des Teilfonds der Verwaltungsrat der von der Heydt Invest S.A. beschlossen hat, den Teilfonds mit Wirkung zum 25. August 2014 zu schließen und in Liquidation zu setzen („Liquidationstag“).

Vor diesem Hintergrund wurde zum Schutze der Interessen der Anleger die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen mit gleichem Datum eingestellt. Zudem hat der Verwaltungsrat beschlossen, die Berechnung des Nettoinventarwertes mit Wirkung zum 25. August 2014 einzustellen, sodass der letzte offizielle Nettoinventarwert des Teilfonds an diesem Tag ermittelt wurde.

Den Anteilhabern wird nach vollständiger Prüfung durch den Abschlussprüfer des Fonds der Liquidationserlös, welcher retroaktive Liquidationskosten, deren Höhe erst nach der Schließung des Fonds ermittelt wird, beinhaltet, ausgezahlt.

Die Liquidation des Fonds nebst Teilfonds wird voraussichtlich zum 30. September 2014 („Auflösungstag“) abgeschlossen sein.

Als Liquidator des Fonds fungiert die von der Heydt Invest S.A., welche in diesem Zusammenhang durch Herrn Stephan Blohm, Vorsitzender des Verwaltungsrates, repräsentiert wird.

Hesperange, im September 2014.

von der Heydt Invest S.A.

Référence de publication: 2014138712/25.

Candriam Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 136, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 37.647.

L'an deux mille quatorze, le trois juillet.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de Candriam Luxembourg, une société anonyme de droit luxembourgeois dont le siège social se situe au 136 route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 37647. La Société a été constituée suivant un acte de Maître Frank Baden, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 septembre 1993, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 27 du 25 janvier 1992, dont les statuts (les Statuts) ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 13 février 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1000 du 18 avril 2014.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Régis Galiotto, demeurant professionnellement à Luxembourg (le Président).

Le Président nomme en tant que secrétaire Madame Solange-Wolter-Schieres, demeurant professionnellement à Luxembourg (le Secrétaire).

L'Assemblée choisit en tant que scrutateur Madame Mireille Defawe, demeurant professionnellement à Luxembourg (le Scrutateur et avec le Président et le Secrétaire constituant le Bureau de l'Assemblée).

Le Bureau ainsi constitué, le Président a déclaré ce qui suit:

I. Il ressort de la liste de présence établie et certifiée par les membres du Bureau que l'intégralité du capital social de la Société, est dûment représentée à l'Assemblée, qui est par conséquent valablement constituée et peut délibérer sur les points de l'ordre du jour, reproduit ci-après.

II. La procuration, après signature ne varietur par le mandataire de l'actionnaire unique de la Société, restera annexée au présent procès-verbal.

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Modification de l'article 3 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3. Objet.** La société est agréée au Luxembourg en tant que société de gestion suivant l'article 101 du chapitre 15 de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les Organismes de Placement Collectif (ci-après la "Loi 2010").

La société a pour objet (1) la gestion collective de portefeuilles d'Organismes de Placement Collectif (qu'il s'agisse d'OPCVM agréés conformément à la directive 2009/65/CEE ou d'autres OPC ne relevant pas de cette directive), (2) la gestion de portefeuilles d'investissement - y compris ceux qui sont détenus par des fonds de retraite - sur une base discrétionnaire et individualisée, dans le cadre d'un mandat donné par les investisseurs, lorsque ces portefeuilles comportent un ou plusieurs instruments énumérés à la section B de l'annexe II de la loi luxembourgeoise modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, et (3) la fourniture de conseils en investissement portant sur un ou plusieurs des instruments énumérés à la section B de l'annexe II de la loi luxembourgeoise modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Parmi les activités incluses dans l'activité de gestion collective de portefeuilles (décrites dans l'annexe II de la Loi 2010), la société exercera principalement les fonctions de gestion de portefeuille et de commercialisation, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

La société est également agréée au Luxembourg en tant que gestionnaire de FIA suivant l'article 5 du chapitre 2 de la loi luxembourgeoise du 12 juillet 2013 concernant les Gestionnaires de Fonds d'Investissement Alternatifs (ci-après la "Loi 2013").

La société a pour objet (1) la gestion de portefeuilles de FIA, (2) la gestion de portefeuilles, y compris ceux qui sont détenus par des fonds de retraite et des institutions de retraite professionnelle, conformément à l'article 19, paragraphe (1), de la directive 2003/41/CE, dans le cadre des mandats donnés par les investisseurs sur une base discrétionnaire et individualisée, (3) le conseil en investissement et (4) la réception et la transmission d'ordres portant sur des instruments financiers, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Parmi les activités incluses dans l'activité de gestion collective de FIA (décrites dans l'annexe I de la Loi 2013), la société exercera principalement les fonctions de gestion de portefeuille, de gestion des risques et de commercialisation, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Concernant l'activité de gestion de portefeuilles d'investissement, la société exercera les fonctions de gestion de portefeuille et de commercialisation, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

La société pourra exercer l'ensemble des activités nécessaires à l'exécution de la gestion collective et de la gestion de portefeuilles d'investissement, en ce compris la réception et la transmission, pour le compte des OPC ou des investisseurs, des ordres portant sur un ou plusieurs instruments financiers.

La gestion s'effectuera par procuration sur des comptes ouverts au nom d'OPC ou de clients auprès d'établissements bancaires uniquement, la gestion par comptes globaux ouverts au nom de la société étant exclue.

La société peut prêter les services précités directement ou en sous-traitance, dans le respect de la Loi 2010 et de la Loi 2013.

La société peut prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ayant un objet similaire, analogue ou connexe ou de nature à favoriser celui de la société, et en assumer la gestion, le contrôle et la mise en valeur. La société peut également investir dans toute forme de titres et prendre toutes les mesures nécessaires dans le cadre de la gestion de ses fonds propres, au-delà des fonds propres légalement requis.

La société peut entre autres:

- exercer des mandats d'administrateur dans les Organismes de Placement Collectif et dans d'autres sociétés,
- pratiquer des activités de marketing visant à accroître le nombre de clients, d'actifs en gestion et/ou à proposer de nouveaux produits et services,
- être promoteur de fonds d'investissement,
- procéder à toutes opérations immobilières, mobilières et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

L'énumération des activités précitées est non limitative.».

3. Divers.

IV. L'Assemblée a pris les décisions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'intégralité du capital social étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation conformément à l'article 9 des Statuts, l'actionnaire unique se considère lui-même dûment représenté et déclare avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 3 des Statuts par lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 3. Objet.** La société est agréée au Luxembourg en tant que société de gestion suivant l'article 101 du chapitre 15 de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les Organismes de Placement Collectif (ci-après la "Loi 2010").

La société a pour objet (1) la gestion collective de portefeuilles d'Organismes de Placement Collectif (qu'il s'agisse d'OPCVM agréés conformément à la directive 2009/65/CEE ou d'autres OPC ne relevant pas de cette directive), (2) la gestion de portefeuilles d'investissement - y compris ceux qui sont détenus par des fonds de retraite - sur une base discrétionnaire et individualisée, dans le cadre d'un mandat donné par les investisseurs, lorsque ces portefeuilles comportent un ou plusieurs instruments énumérés à la section B de l'annexe II de la loi luxembourgeoise modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, et (3) la fourniture de conseils en investissement portant sur un ou plusieurs des instruments énumérés à la section B de l'annexe II de la loi luxembourgeoise modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Parmi les activités incluses dans l'activité de gestion collective de portefeuilles (décrites dans l'annexe II de la Loi 2010), la société exercera principalement les fonctions de gestion de portefeuille et de commercialisation, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

La société est également agréée au Luxembourg en tant que gestionnaire de FIA suivant l'article 5 du chapitre 2 de la loi luxembourgeoise du 12 juillet 2013 concernant les Gestionnaires de Fonds d'Investissement Alternatifs (ci-après la "Loi 2013").

La société a pour objet (1) la gestion de portefeuilles de FIA, (2) la gestion de portefeuilles, y compris ceux qui sont détenus par des fonds de retraite et des institutions de retraite professionnelle, conformément à l'article 19, paragraphe (1), de la directive 2003/41/CE, dans le cadre des mandats donnés par les investisseurs sur une base discrétionnaire et individualisée, (3) le conseil en investissement et (4) la réception et la transmission d'ordres portant sur des instruments financiers, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Parmi les activités incluses dans l'activité de gestion collective de FIA (décrites dans l'annexe I de la Loi 2013), la société exercera principalement les fonctions de gestion de portefeuille, de gestion des risques et de commercialisation, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Concernant l'activité de gestion de portefeuilles d'investissement, la société exercera les fonctions de gestion de portefeuille et de commercialisation, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

La société pourra exercer l'ensemble des activités nécessaires à l'exécution de la gestion collective et de la gestion de portefeuilles d'investissement, en ce compris la réception et la transmission, pour le compte des OPC ou des investisseurs, des ordres portant sur un ou plusieurs instruments financiers.

La gestion s'effectuera par procuration sur des comptes ouverts au nom d'OPC ou de clients auprès d'établissements bancaires uniquement, la gestion par comptes globaux ouverts au nom de la société étant exclue.

La société peut prester les services précités directement ou en sous-traitance, dans le respect de la Loi 2010 et de la Loi 2013.

La société peut prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ayant un objet similaire, analogue ou connexe ou de nature à favoriser celui de la société, et en assumer la gestion, le contrôle et la mise en valeur. La société peut également investir dans toute forme de titres et prendre toutes les mesures nécessaires dans le cadre de la gestion de ses fonds propres, au-delà des fonds propres légalement requis.

La société peut entre autres:

- exercer des mandats d'administrateur dans les Organismes de Placement Collectif et dans d'autres sociétés,
- pratiquer des activités de marketing visant à accroître le nombre de clients, d'actifs en gestion et/ou à proposer de nouveaux produits et services,
- être promoteur de fonds d'investissement,
- procéder à toutes opérations immobilières, mobilières et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

L'énumération des activités précitées est non limitative.».

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture du présent acte faite aux membres du Bureau, ceux-ci ont signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER, M. DEFAWE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 juillet 2014. Relation: LAC/2014/32881. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Référence de publication: 2014103846/141.

(140124806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Altisource Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 40.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 189.519.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fifth day of August.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange/Attert (Grand Duchy of Luxembourg) acting in replacement of Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), to whom remains the present deed.

There appeared the following:

Altisource Portfolio Solutions S.A., a public limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Companies Register of Luxembourg under the number B 72391, hereby represented by Mr Peter F. Bonert, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 25 August 2014;

Hereafter referred to as the "Shareholder".

The appearing party has requested the undersigned notary to act that:

I. The said proxy, after having been initialled and signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall be appended to the present deed for the purpose of registration.

II. The appearing party declares that it currently holds the entire share capital of Altisource Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of twenty thousand United States dollars (USD 20,000.-) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B189519 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated August 4, 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, and whose articles of incorporation have never been amended since then.

III. The appearing party, duly represented, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To increase the share capital of the Company by an amount of twenty thousand United States dollars (USD 20,000.-) so as to raise it from its present amount of twenty thousand United States dollars (USD 20,000.-) divided into twenty thousand (20,000) shares with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each, to an amount of forty thousand United States dollars (USD 40,000.-) divided into forty thousand (40,000) shares with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each.

2. To issue twenty thousand shares so as to raise the number of shares from twenty thousand (20,000) shares to forty thousand (40,000) shares with a nominal value one United States dollar (USD 1.-) each (the "New Shares").

3. To accept the subscription by the Shareholder of the twenty thousand (20,000) New Shares with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each as well as the payment of a share premium of one billion nine hundred nineteen million nine hundred eighty thousand United States dollars (USD 1,919,980,000.-), to be fully paid by a contribution in kind consisting of the twenty one million, four hundred and sixty three thousand and one (21,463,001) shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each that the Shareholder holds in Altisource Solutions S.à r.l, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 147 268 and with a share capital of twenty one million, four hundred and sixty three thousand and one United States dollars (USD 21,463,001.00.-) ("Altisource Solutions").

4. To amend article 5.1 of the Articles of Association of the Company in order to reflect the resolutions to be taken under the previous items of the agenda.

5. Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of twenty thousand United States dollars (USD 20,000.-) so as to raise it from its present amount of twenty thousand United States dollars (USD 20,000.-) divided into twenty thousand (20,000) shares with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each, to an amount of forty thousand United States dollars (USD 40,000.-) divided into forty thousand (40,000) shares with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each.

Second resolution

The Shareholder resolves to issue twenty thousand New Shares so as to raise the number of shares from twenty thousand (20,000) shares to forty thousand (40,000) shares with a nominal value one United States dollar (USD 1.-) each.

Third resolution - Subscription/Payment

Thereupon, now appeared Mr Peter F. Bonert, prenamed, acting in her capacity as duly authorised agent and attorney in fact of the Shareholder.

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of the Shareholder to twenty thousand (20,000) New Shares with a nominal value of of one United States dollar (USD 1.-) as well as the payment of a share premium of one billion nine hundred nineteen million nine hundred eighty thousand United States dollars (USD 1,919,980,000.-), to be fully paid by a contribution in kind consisting of the twenty one million, four hundred and sixty three thousand and one (21,463,001) shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each ("Contribution in Kind") that the Shareholder holds in Altisource Solutions.

The Shareholder, represented as stated above, declared that it is the sole holder and owner of the Contribution in Kind and that there exist no impediments to the transfer thereof to the Company. Proof of the Shareholder's ownership of the Contribution in Kind has been shown to the undersigned notary.

The Shareholder, acting through its appointed proxyholder, further declared that the Contribution in Kind has been the subject of a contribution agreement between, inter alia, the Company and the Shareholder dated 25 August 2014.

A copy of such contribution agreement after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the notary, shall remain annexed to this deed for the purpose of registration.

Thereupon, the Shareholder resolved to allocate from the value of the Contribution in Kind an amount equal to the nominal value of the new shares so issued to the share capital account of the Company and the remainder to the freely distributable share premium.

Fourth resolution

The Shareholder resolves to amend and restate article 5.1 of the Articles of Association of the Company as follows:

" 5.1. The share capital of the Company is set at forty thousand United States dollars (USD 40,000.-) divided into forty thousand (40,000) shares, with a par value of one United States dollar (USD 1.-) each."

Costs and Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, are estimated at approximately six thousand five hundred Euro (EUR 6,500.-).

The undersigned notary, who understands English, states that, on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and that, in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party's proxyholder, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinquième jour du mois d'août.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange/Attert (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), laquelle dernière restera dépositaire de la présente minute.

A comparu:

Altisource Portfolio Solutions S.A., une société anonyme constituée selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social à 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 72391, représentée par M. Peter F. Bonert, avocat, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 25 août 2014;

Ci-après dénommé comme l'"Associé",

Laquelle comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire de documenter comme suit:

I. Ladite procuration qui après avoir été paraphée et signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, sera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

II. La partie comparante déclare qu'elle détient actuellement la totalité du capital social de Altisource Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social à 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg et avec un capital social de vingt mille dollars américains (USD 20.000.-), enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189519, constituée par acte du notaire soussigné en date du 4 août 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

III. La partie comparante, dûment représentée, a reconnu être dûment informée des résolutions à prendre sur la base de l'ordre du jour suivant:

1) Augmenter le capital social de la Société d'un montant de vingt mille dollars américains (USD 20.000.-) afin de le porter de son montant actuel de vingt mille dollars américains (USD 20.000.-) divisé en vingt mille (20.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune, à un montant de quarante mille dollars américains (USD 40.000.-) divisé en quarante mille (40.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune.

2) Emettre vingt mille (20.000) parts sociales afin de porter le nombre des parts sociales de vingt mille (20.000) à quarante mille (40.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune ("Nouvelles Parts Sociales").

3) Accepter la souscription par l'Associé de vingt mille (20.000) Nouvelles Parts Sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune ainsi que le paiement d'une prime d'émission d'un milliard neuf cent dix-neuf millions neuf cent quatre-vingt mille dollars américains (USD 1.919.980.000,-) par un apport en nature consistant de vingt et un millions quatre cent soixante-trois mille et une (21.463.001) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune, que l'Associé détient en Altisource Solutions S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social à 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg et avec un capital social de vingt et un millions quatre cent soixante-trois mille et un dollars américains (USD 21.463.001,-), enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147268 ("Altisource Solutions").

4) Modifier et reformuler l'article 5.1 des Statuts de la Société, pour refléter les résolutions prises sous les points précédents de cet agenda.

5) Divers.

a requis au notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de vingt mille dollars américains (USD 20.000,-) afin de le porter de son montant actuel de vingt mille dollars américains (USD 20.000,-) divisés en vingt mille (20.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune, à un montant de quarante mille dollars américains (USD 40.000,-) divisés en quarante mille (40.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune.

Deuxième résolution

L'Associé décide d'émettre vingt mille (20.000) parts sociales afin de porter le nombre des parts sociales de vingt mille (20.000) à quarante mille (40.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune ("Nouvelles Parts Sociales").

Troisième résolution - Souscription/Paiement

Ensuite, a comparu M. Peter F. Bonert, avocat, susmentionné, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de l'Associé.

Le comparant déclare souscrire, au nom et pour le compte de l'Associé, susmentionné, à vingt mille (20.000) Nouvelles Parts Sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-), et de payer intégralement ainsi que le paiement d'une prime d'émission d'un milliard neuf cent dix-neuf millions neuf cent quatre-vingt mille dollars américains (USD 1.919.980.000,-) par un apport en nature consistant de vingt et un millions quatre cent soixante-trois mille et une (21.463.001) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune, que l'Associé détient en Altisource Solutions ("Apport en Nature").

L'Associé, représenté tel que mentionné ci-dessus, a déclaré qu'il est le détenteur et le propriétaire unique de l'Apport en Nature et qu'il n'existe aucun obstacle au transfert de l'Apport en Nature à la Société. Preuve de la détention de l'Apport en Nature par l'Associé Unique a été montrée au notaire soussigné.

L'Associé, agissant par le biais de son mandataire, a ensuite déclaré que l'Apport en Nature a été l'objet d'un contrat de contribution entre, inter alia, la Société et l'Associé daté du 25 août 2014.

Une copie de ce contrat, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire, devra rester annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec celui-ci.

Ensuite, l'Associé a décidé d'allouer, de la valeur de l'Apport en Nature, un montant égal à la valeur nominale des parts sociales nouvellement émises au compte du capital social de la Société et le solde à la prime d'émission librement distribuable.

Quatrième résolution

L'Associé décide de modifier et de reformuler l'article 5.1 des Statuts de la Société de la manière suivante:

" **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à quarante mille dollars américains (USD 40.000,-) divisés en quarante mille (40.000,-) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune."

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature que ce soit, qui devront être supportés par la Société à la suite de ce document sont estimés à environ six mille cinq cents euros (EUR 6.500,-).

Le notaire soussigné, qui parle couramment l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une version française, sur demande des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom, usuel, état civil et demeure, cette personne a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: Bonert, M^e Delvaux agissant en remplacement de Me GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 août 2014. Relation: LAC/2014/39981. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 1^{er} septembre 2014.

Référence de publication: 2014136487/185.

(140155266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2014.

Master SIF SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 159.968.

In the year two thousand fourteen,
on the nineteenth day of the month of August.
Before Us Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in SANEM (Grand Duchy of Luxembourg),
there appeared:

“Sirius Investment Fund SICAV-SIF”, a Luxembourg investment company with variable capital - specialised investment fund submitted to the law of 13 February 2007 and having its registered office at 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg (the “Shareholder”),

here represented by Mr Aurélien Dunet, Chief Operating Officer, residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy under private seal;

said proxy, signed “ne varietur” by the proxy holder of the Shareholder and the undersigned Notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholder has requested the undersigned Notary to document that the Shareholder is the sole shareholder of “Master SIF SICAV-SIF”, a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange (Grand Duchy of Luxembourg), incorporated on 31 March 2011, the articles of incorporation of which were published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial C”) on 05 July 2011. The articles were amended for the last time by a deed of the undersigned Notary on 26 February 2013, published in the Mémorial C on 7 March 2013. It is registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, section B, number 159968 (the “Company”).

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To amend article 1 of the articles of incorporation to insert that the Company qualifies as an alternative investment fund (“AIF”) within the meaning of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “AIFM Law”) and that it may appoint an alternative investment fund manager (“AIFM”) in charge of the portfolio management, risk management, administrative and marketing services to the Company.

2. To amend the last paragraph of article 13 of the articles of incorporation to delete the first sentence and to delete the word “also” in the second sentence.

3. To amend the second paragraph of article 15 of the articles of incorporation in order to replace the words “a management company” by “an AIFM”.

4. To amend the first paragraph of article 21 of the articles of incorporation to replace “Company” and “Board of Directors” respectively by “AIFM”.

5. To amend article 22 of the articles of incorporation to reflect the provisions of the AIFM Law with respect to valuation processes.

6. To amend article 24 of the articles of incorporation to reflect the duties of the depositary bank under the AIFM Law.

7. To amend the second paragraph of article 27 of the articles of incorporation to provide for an immediate deposit of unclaimed liquidation proceeds at the Caisse de Consignation.

8. To amend article 29 of the articles of incorporation to include the AIFM law.

has requested the Notary to document the following resolutions:

First resolution

The Shareholder RESOLVES to amend article 1 of the articles of incorporation to read as follows:

“There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a “société anonyme” set up under the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, qualifying as a “société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé” under the name of “Master SIF SICAV-SIF” (the “Company”).

The Company qualifies as an alternative investment fund (“AIF”) within the meaning of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “AIFM Law”).

The Company may appoint an alternative investment fund manager (“AIFM”) in charge of the portfolio management, risk management, administrative and marketing services to the Company, all within the applicable provisions of the AIFM Law.”

Second resolution

The Shareholder RESOLVES to amend the last paragraph of article 13 of the articles of incorporation to read as follows:

“The Board of Directors may delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board of Directors or not) as it thinks fit.”

Third resolution

The Shareholder RESOLVES to amend the second paragraph of article 15 of the articles of incorporation to read as follows:

“The Board of Directors shall have the power to do all things on behalf of the Company which are not expressly reserved to the shareholders in general meeting by these Articles of Incorporation and shall, without limiting the generality of the foregoing, have the power, more specifically, to appoint an AIFM and/or investment managers or advisors and to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each Fund and the portfolio relating thereto based on the principle of spreading of risks, subject to such investment restrictions as may be imposed by the 2007 Law and by regulations and as may be determined by the Board of Directors.”

Fourth resolution

The Shareholder RESOLVES to amend the first paragraph of article 21 of the articles of incorporation to read as follows:

“For the purpose of determining the issue and redemption price per Share, the Net Asset Value of Shares in the Company shall be determined as to the Shares of each Fund and Class of Shares by the AIFM from time to time, but in no instance less than once a year, as the AIFM by regulation may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a “Valuation Day”).”

Fifth resolution

The Shareholder DECIDES to amend article 22 of the articles of incorporation to read as follows:

“The Net Asset Value of Shares of each Fund in the Company shall be expressed in the currency of the relevant Fund and exceptionally in such other currency as the Board of Directors shall be free to determine as a per share figure and shall be determined with respect to any Valuation Day by dividing the net assets of the Company corresponding to each Fund, being the value of the assets of the Company corresponding to such Fund less its liabilities attributable to such Fund, by the number of Shares of the relevant Fund then outstanding (adjusted for the number of Shares of each Class if relevant). If since the last valuation of the relevant date there has been a material change in the quotations on the markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to a particular Fund are dealt or quoted, the AIFM may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation, provided that in such case all subscriptions, conversions and redemptions to be effected on the basis of the first valuation must be made on the basis of such second valuation.

The valuation of the Net Asset Value of the different Funds shall be made in the following manner.

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes payable and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the AIFM may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

the valuation of any security listed or traded on an official stock exchange or any other regulated market operating regularly, recognised and open to the public is based on the last quotation known in Luxembourg on the Valuation Date and, if this security is traded on several markets, on the basis of the last price known on the market considered to be the main market for trading this security. If the last known price is not representative, the valuation shall be based on the probable realisation value estimated by the AIFM with prudence and in good faith;

the value of any assets held in a Fund which are not listed or dealt on a stock exchange or on a regulated market or if, with respect to assets quoted or dealt in on any stock exchange or dealt in on any such regulated markets, the last available closing or settlement price is not representative of their value, such assets are stated at fair market value or otherwise at the fair value at which it is expected they may be resold, as determined in good faith by or under the direction of the AIFM;

money market instruments with a remaining maturity of 90 days or less will be valued by the amortized cost method, which approximates market value. Under this valuation method, the relevant Fund's investments are valued at their acquisition cost as adjusted for amortization of premium or accretion of discount rather than at market value;

units or shares of open-ended UCI will be valued at their last determined and available official net asset value as reported or provided by such UCI or their agents, or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the AIFM on a fair and equitable basis. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued in accordance with the valuation rules set out in items (b) and (c) above;

the liquidating value of futures, forward or options contracts not traded on a stock exchange or on regulated markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established prudently and in good faith by the AIFM, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts traded on a stock exchange or on regulated markets shall be based upon the last available settlement or closing prices as applicable to these contracts on a stock exchange or on regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded on behalf of the Company; provided that if a future, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the AIFM may deem fair and reasonable;

interest rate swaps will be valued on the basis of their market value established by reference to the applicable interest rate curve.

Swaps pegged to indexes or financial instruments shall be valued at their market value, based on the applicable index or financial instrument.

The valuation of the swaps tied to such indexes or financial instruments shall be based upon the market value of said swaps, in accordance with the procedures laid down by the AIFM.

Credit default swaps are valued on the frequency of the Net Asset Value founding on a market value obtained by external price providers. The calculation of the market value is based on the credit risk of the reference party respectively the issuer, the maturity of the credit default swap and its liquidity on the secondary market. The valuation method is recognised by the AIFM and checked by the Company's auditors.

Total return swaps or TRORS will be valued at fair value under procedures approved by the AIFM. As these swaps are not exchanged, but are private contracts into which the Company and a swap counterparty enter as principals, the data inputs for valuation models are usually established by reference to active markets. However it is possible that such market data will not be available for total return swaps or TRORS near the Valuation Day. Where such markets inputs are not available, quoted market data for similar instruments (e.g. a different underlying instrument for the same or a similar reference entity) will be used provided that appropriate adjustments be made to reflect any differences between the total return swaps or TRORS being valued and the similar financial instrument for which a price is available. Market input data and prices may be sourced from exchanges, a broker, an external pricing agency or a counterparty.

If no such market input data are available, total return swaps or TRORS will be valued at their fair value pursuant to a valuation method adopted by the AIFM which shall be a valuation method widely accepted as good market practice (i.e. used by active participants on setting prices in the market place or which has demonstrated to provide reliable estimate of market prices) provided that adjustments that the AIFM may deem fair and reasonable be made. The Company's Auditors will review the appropriateness of the valuation methodology used in valuing total return swaps or TRORS. In any way the Company will always value total return swaps or TRORS on an arm-length basis.

All other swaps, will be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the AIFM;

the value of contracts for differences will be based, on the value of the underlying assets and vary similarly to the value of such underlying assets. Contract for differences will be valued at fair market value, as determined in good faith pursuant to procedures established by the AIFM;

Real Estate assets, unlisted securities, non-readily realisable investments and all other securities, instruments and assets will be valued at fair market value, as determined in good faith pursuant to procedures established by the AIFM.

The AIFM also may value securities at fair value or estimate their value pursuant to procedures approved by it in other circumstances such as when extraordinary events occur after the publication of the last market price but prior to the time the Funds' Net Asset Value is calculated.

The effect of fair value pricing as described above for securities traded on exchanges and all other securities and instruments is that securities and other instruments may not be priced on the basis of quotations from the primary market in which they are traded. Instead, they may be priced by another method that the AIFM believes is more likely to result in a price that reflects fair value. When fair valuing its securities, the AIFM may, among other processes, use modelling tools or other processes that take into account factors such as securities market activity and/or significant events that occur after the publication of the last market price and before the time a Fund's Net Asset Value is calculated.

Trading in most of the Fund securities of the Funds takes place in various markets outside Luxembourg on days and at times other than when banks in Luxembourg are open for regular business. Therefore, the calculation of the Funds' Net Asset Values does not take place at the same time as the prices of many of their Fund securities are determined, and the value of the Funds' Fund may change on days when the Company is not open for business and its Shares may not be purchased or redeemed.

j) The value of any asset or liability not expressed in a Fund's Base Currency will be converted into such currency at the latest rates quoted by any major banks. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by AIFM and the Company Administrator.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

a) All loans, bills and accounts payable;

b) All accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);

c) All accrued or payable expenses (including but not limited to administrative expenses, management fees, including incentive fees, if any, depositary fees and corporate agents' fees);

d) All known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;

e) An appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorised and approved by the Directors, as well as such amount (if any) as the Directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

f) All other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the AIFM shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to fixed and variable fees payable to the AIFM, any Investment Manager or Investment Advisor, fees and expenses payable to the Depositary and its correspondents, the Company Administrator and any paying agent, listing agent, domiciliary agent, transfer agent, any distributor(s) and permanent representatives in places of registration, the fees of the Auditor and accountants, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the Directors and officers of the Company and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the costs of preparing, printing, advertising and distributing Prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, the costs of printing certificates or confirmations of registration or bearer certificates and the costs of any reports to Shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, the costs for the publication of the issue, conversion, if any, and redemption prices and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount payable for yearly or other periods.

In assessing the amount of such liabilities, the AIFM shall take into account pro rata temporis any expenses or other costs, which occur regularly or periodically.

Where no method of calculation is specified herein, or where, in the opinion of the AIFM, the method of calculation is unfair or impracticable, the AIFM shall use a method of calculation that the it considers fair and reasonable and otherwise in accordance with the relevant accounting principles or standards applicable to the Company.

C. A portfolio of assets shall be established for each Fund in the following manner:

a) the proceeds from the issue of Shares of each Fund shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Fund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this Article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same portfolio as the assets from which it was derived and on each re-valuation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio;

c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability shall be allocated to the relevant portfolio; The liabilities shall be segregated on a Fund by a Fund basis with third party creditors having recourse only to the assets of the Fund concerned

d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability shall be allocated to all the portfolios pro rata to the net asset values of the relevant Fund, provided that the AIFM may reallocate any asset or liability previously allocated by it if in its opinion circumstances so require; and the AIFM may in the books of the Company appropriate an asset or liability from one portfolio of assets to another if for any reason (including, but not limited to, a creditor proceeding against certain assets of the Company) an asset or a liability would but for such appropriation not have been borne wholly or partly in the manner determined by the AIFM under this Article;

(e) upon the payment, or the occurrence of the record date, if determined, for payment, of dividends to the holders of any Fund, the Net Asset Value of such Fund, shall be reduced by the amount of such dividends;

(f) if there have been created, as provided in Article 5, within a Fund, Classes of Shares, the allocation rules set forth above shall be applicable mutatis mutandis to such Classes. This shall further be the case if within a Fund or Funds pools are created and further, in case assets of several Funds are pooled.

D. For the purposes of this Article:

a) Shares of the Company to be redeemed under Article 20 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

b) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than EUR, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the asset value of Shares; and

c) effect shall be given on any Valuation Day to any redemptions or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable;

d) Pooling

The management of the assets of a Fund (for this purpose a "Portfolio") may be done under the method of inter-Portfolio pooling.

For the purpose of effective management, where the investment policies of the Portfolios so permit, the AIFM may thus choose to comanage assets of certain Portfolios.

In such case, assets of different Portfolios will be managed in common. The assets which are co-managed shall refer to as a "pool" notwithstanding the fact that such pools are used solely for internal management purposes. The pools do not constitute separate entities and are not directly accessible to investors. Each of the co-managed Portfolios shall be allocated its specific assets.

Where the assets of more than one Portfolio are pooled, the assets attributable to each participating Portfolios will initially be determined by reference to its initial allocation of assets to such a pool and will change in the event of additional allocations or withdrawals.

The entitlements of each participating Portfolio to the co-managed assets apply to each and every line of investments of such pool.

Additional investments made on behalf of the co-managed Portfolios shall be allotted to such Portfolios in accordance with their respective entitlements, whereas assets sold shall be levied similarly on the assets attributable to each participating Portfolio."

Sixth resolution

The Shareholder DECIDES to amend article 24 of the articles of incorporation to read as follows:

"The Company shall enter into a depositary agreement with a Luxembourg bank which shall satisfy the requirements of the AIFM Law (the "Depositary"). The Depositary shall be responsible for (i) the custody of all financial instruments of the Company, (ii) the verification of ownership of other assets of the Company (iii) the monitoring of the cash of the Company and (iv) such additional oversight functions as set out in article 19(9) of the AIFM Law.

The Depositary's liability for the supervision of the assets of the Company shall not be affected by the fact that it has entrusted all or part of the assets in its custody to a third party, according to the AIFM Law and the agreement with the Depositary.

The Depositary can, under the conditions of article 19 (14) of the AIFM Law, discharge itself of liability where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and where there are no local entities satisfying the delegation requirements laid down in article 19 (11) (ii) (d) of the AIFM Law.

In the event of the Depositary desiring to retire the AIFM shall use its best endeavours to find a company to act as depositary and upon doing so, the AIFM shall appoint such company to be depositary in place of the retiring Depositary. The AIFM may terminate the appointment of the Depositary, but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof in accordance with this provision."

Seventh resolution

The Shareholder DECIDES to amend the second paragraph of article 27 of the articles of incorporation to read as follows:

"The Board of Directors may decide to close down one Fund if the net assets of such Fund fall below the equivalent of EUR 5,000,000.- or if a change in the economic or political situation relating to the Fund concerned would justify such closing down or, if for other reasons the Directors believe it is required for the interests of the shareholders. The decision of the closing down will be published (either in a newspaper in Luxembourg and in newspapers issued in countries where the Shares are sold (insofar as required by applicable regulations), or sent to the shareholders at their addresses indicated in the Share register or communicated via other means as deemed appropriate by the Directors) prior to the effective date of the closing down and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, the closing down operations. Unless the Board of Directors otherwise decides in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the Fund concerned may continue to request redemption at a redemption price reflecting the anticipated realization and liquidation costs on closing down the relevant Fund, but with no redemption charge or to request the conversion of their Shares. Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the closing down of the Fund concerned will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of their beneficiaries."

Eighth resolution

The Shareholder DECIDES to amend article 29 of the articles of incorporation to read as follows:

“All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, the 2007 Law, the AIFM Law and amendments thereto.”

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, said proxy holder signed together with Us notary this original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English only, in accordance with article 26 of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as amended.

Signé: A. DUNET, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 20 août 2014. Relation: EAC/2014/11292. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014133233/295.

(140151196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2014.

Sirius Investment Fund Sicav-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 149.533.

In the year two thousand fourteen, on the nineteenth day in the month of August.

Before Us Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in SANEM (Grand Duchy of Luxembourg),

there appeared:

“Interogo Treasury AG”, a Company submitted to the laws of Liechtenstein and having its registered office at Vaduz, Liechtenstein (the “Shareholder”),

here represented by Mr Aurélien Dunet, Chief Operating Officer, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal;

said proxy, signed “ne varietur” by the proxy holder of the Shareholder and the undersigned Notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholder has requested the undersigned Notary to document that the Shareholder is the sole shareholder of “Sirius Investment Fund SICAV-SIF”, a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange (Grand Duchy of Luxembourg), incorporated on 27 November 2009, the articles of incorporation of which were published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial C”) on 10 December 2009. It is registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, section B, number 149.533 (the “Company”).

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1. To amend article 1 of the articles of incorporation to insert that the Company qualifies as an alternative investment fund (“AIF”) within the meaning of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “AIFM Law”) and that it may appoint an alternative investment fund manager (“AIFM”) in charge of the portfolio management, risk management, administrative and marketing services to the Company.

2. To amend the last paragraph of article 13 of the articles of incorporation to delete the first sentence and to delete the word “also” in the second sentence.

3. To amend the second paragraph of article 15 of the articles of incorporation in order to replace the words “a management company” by “an AIFM”.

4. To amend the first paragraph of article 21 of the articles of incorporation to replace “Company” and “Board of Directors” respectively by “AIFM”.

5. To amend article 22 of the articles of incorporation to reflect the provisions of the AIFM Law with respect to valuation processes and to replace the valuation principle of article 22 A. b).

6. To amend article 24 of the articles of incorporation to reflect the duties of the depositary bank under the AIFM Law.

7. To amend the second paragraph of article 27 of the articles of incorporation to provide for an immediate deposit of unclaimed liquidation proceeds at the Caisse de Consignation.

8. To amend article 29 of the articles of incorporation to include the AIFM law.

9. To decide that the restated articles of incorporation be solely drafted in English and be not followed by a French translation.

has requested the Notary to document the following resolutions:

First resolution

The Shareholder RESOLVES to amend article 1 of the articles of incorporation to read as follows:

“There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a “société anonyme” set up under the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, qualifying as a “société d’investissement à capital variable - fonds d’investissement spécialisé” under the name of “SIRIUS INVESTMENT FUND SICAV-SIF” (the “Company”).

The Company qualifies as an alternative investment fund (“AIF”) within the meaning of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “AIFM Law”).

The Company may appoint an alternative investment fund manager (“AIFM”) in charge of the portfolio management, risk management, administrative and marketing services to the Company, all within the applicable provisions of the AIFM Law.”

Second resolution

The Shareholder RESOLVES to amend the last paragraph of article 13 of the articles of incorporation to read as follows:

“The Board of Directors may delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board of Directors or not) as it thinks fit.”

Third resolution

The Shareholder RESOLVES to amend the second paragraph of article 15 of the articles of incorporation to read as follows:

“The Board of Directors shall have the power to do all things on behalf of the Company which are not expressly reserved to the shareholders in general meeting by these Articles of Incorporation and shall, without limiting the generality of the foregoing, have the power, more specifically, to appoint an AIFM and/or investment managers or advisors and to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each Fund and the portfolio relating thereto based on the principle of spreading of risks, subject to such investment restrictions as may be imposed by the 2007 Law and by regulations and as may be determined by the Board of Directors.”

Fourth resolution

The Shareholder RESOLVES to amend the first paragraph of article 21 of the articles of incorporation to read as follows:

“For the purpose of determining the issue and redemption price per Share, the Net Asset Value of Shares in the Company shall be determined as to the Shares of each Fund and Class of Shares by the AIFM from time to time, but in no instance less than once a year, as the AIFM by regulation may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a “Valuation Day”).”

Fifth resolution

The Shareholder DECIDES to amend article 22 of the articles of incorporation to read as follows:

“The Net Asset Value of Shares of each Fund in the Company shall be expressed in the currency of the relevant Fund and exceptionally in such other currency as the Board of Directors shall be free to determine as a per share figure and shall be determined with respect to any Valuation Day by dividing the net assets of the Company corresponding to each Fund, being the value of the assets of the Company corresponding to such Fund less its liabilities attributable to such Fund, by the number of Shares of the relevant Fund then outstanding (adjusted for the number of Shares of each Class if relevant). If since the last valuation of the relevant date there has been a material change in the quotations on the markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to a particular Fund are dealt or quoted, the AIFM may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation, provided that in such case all subscriptions, conversions and redemptions to be effected on the basis of the first valuation must be made on the basis of such second valuation.

The valuation of the Net Asset Value of the different Funds shall be made in the following manner.

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes payable and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the AIFM may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

the valuation of any security listed or traded on an official stock exchange or any other regulated market operating regularly, recognised and open to the public is based on the last quotation known in Luxembourg on the Valuation Date and, if this security is traded on several markets, on the basis of the last price known on the market considered to be the

main market for trading this security. If the last known price is not representative, the valuation shall be based on the probable realisation value estimated by the AIFM with prudence and in good faith;

the value of any assets held in a Fund's Fund which are not listed or dealt on a stock exchange or on a regulated market or if, with respect to assets quoted or dealt in on any stock exchange or dealt in on any such regulated markets, the last available closing or settlement price is not representative of their value, such assets are stated at fair market value or otherwise at the fair value at which it is expected they may be resold, as determined in good faith by or under the direction of the AIFM;

money market instruments with a remaining maturity of 90 days or less will be valued by the amortized cost method, which approximates market value. Under this valuation method, the relevant Fund's investments are valued at their acquisition cost as adjusted for amortization of premium or accretion of discount rather than at market value;

units or shares of open-ended UCI will be valued at their last determined and available official net asset value as reported or provided by such UCI or their agents, or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the AIFM on a fair and equitable basis. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued in accordance with the valuation rules set out in items (b) and (c) above;

the liquidating value of futures, forward or options contracts not traded on a stock exchange or on regulated markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established prudently and in good faith by the AIFM, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts traded on a stock exchange or on regulated markets shall be based upon the last available settlement or closing prices as applicable to these contracts on a stock exchange or on regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded on behalf of the Company; provided that if a future, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the AIFM may deem fair and reasonable;

interest rate swaps will be valued on the basis of their market value established by reference to the applicable interest rate curve.

Swaps pegged to indexes or financial instruments shall be valued at their market value, based on the applicable index or financial instrument. The valuation of the swaps tied to such indexes or financial instruments shall be based upon the market value of said swaps, in accordance with the procedures laid down by the AIFM.

Credit default swaps are valued on the frequency of the Net Asset Value founding on a market value obtained by external price providers. The calculation of the market value is based on the credit risk of the reference party respectively the issuer, the maturity of the credit default swap and its liquidity on the secondary market. The valuation method is recognised by the AIFM and checked by the Company's auditor.

Total return swaps or TRORS will be valued at fair value under procedures approved by the AIFM. As these swaps are not exchange-traded, but are private contracts into which the Company and a swap counterparty enter as principals, the data inputs for valuation models are usually established by reference to active markets. However it is possible that such market data will not be available for total return swaps or TRORS near the Valuation Day. Where such markets inputs are not available, quoted market data for similar instruments (e.g. a different underlying instrument for the same or a similar reference entity) will be used provided that appropriate adjustments be made to reflect any differences between the total return swaps or TRORS being valued and the similar financial instrument for which a price is available. Market input data and prices may be sourced from exchanges, a broker, an external pricing agency or a counterparty.

If no such market input data are available, total return swaps or TRORS will be valued at their fair value pursuant to a valuation method adopted by the AIFM which shall be a valuation method widely accepted as good market practice (i.e. used by active participants on setting prices in the market place or which has demonstrated to provide reliable estimate of market prices) provided that adjustments that the AIFM may deem fair and reasonable be made. The Company's Auditors will review the appropriateness of the valuation methodology used in valuing total return swaps or TRORS. In any way the AIFM will always value total return swaps or TRORS on an arm-length basis.

All other swaps, will be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the AIFM;

the value of contracts for differences will be based, on the value of the underlying assets and vary similarly to the value of such underlying assets. Contract for differences will be valued at fair market value, as determined in good faith pursuant to procedures established by the AIFM;

Real Estate assets, unlisted securities, non-readily realisable investments and all other securities, instruments and assets will be valued at fair market value, as determined in good faith pursuant to procedures established by the AIFM.

The AIFM also may value securities at fair value or estimate their value pursuant to procedures approved by it in other circumstances such as when extraordinary events occur after the publication of the last market price but prior to the time the Funds' Net Asset Value is calculated.

The effect of fair value pricing as described above for securities traded on exchanges and all other securities and instruments is that securities and other instruments may not be priced on the basis of quotations from the primary market in which they are traded. Instead, they may be priced by another method that the AIFM believes is more likely to result in a price that reflects fair value. When fair valuing its securities, the AIFM may, among other processes, use modelling

tools or other processes that take into account factors such as securities market activity and/or significant events that occur after the publication of the last market price and before the time a Fund's Net Asset Value is calculated.

Trading in most of the Fund securities of the Funds takes place in various markets outside Luxembourg on days and at times other than when banks in Luxembourg are open for regular business. Therefore, the calculation of the Funds' Net Asset Values does not take place at the same time as the prices of many of their Fund securities are determined, and the value of the Funds' Fund may change on days when the Company is not open for business and its Shares may not be purchased or redeemed.

j) The value of any asset or liability not expressed in a Fund's Base Currency will be converted into such currency at the latest rates quoted by any major banks. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the AIFM and the Company Administrator.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

a) All loans, bills and accounts payable;

b) All accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);

c) All accrued or payable expenses (including but not limited to administrative expenses, management fees, including incentive fees, if any, depositary fees and corporate agents' fees);

d) All known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;

e) An appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorised and approved by the Directors, as well as such amount (if any) as the Directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

f) All other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the AIFM shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to fixed and variable fees payable to the AIFM, any Investment Manager or Investment Advisor, fees and expenses payable to the Depositary and its correspondents, the Company Administrator and any paying agent, listing agent, domiciliary agent, transfer agent, any distributor(s) and permanent representatives in places of registration, the fees of the Auditor and accountants, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the Directors and officers of the Company and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the costs of preparing, printing, advertising and distributing Prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, the costs of printing certificates or confirmations of registration or bearer certificates and the costs of any reports to Shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, the costs for the publication of the issue, conversion, if any, and redemption prices and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount payable for yearly or other periods.

In assessing the amount of such liabilities, the AIFM shall take into account pro rata temporis any expenses or other costs, which occur regularly or periodically.

Where no method of calculation is specified herein, or where, in the opinion of the AIFM, the method of calculation is unfair or impracticable, the AIFM shall use a method of calculation that it considers fair and reasonable and otherwise in accordance with the relevant accounting principles or standards applicable to the Company.

C. A portfolio of assets shall be established for each Fund in the following manner:

a) the proceeds from the issue of Shares of each Fund shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Fund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this Article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same portfolio as the assets from which it was derived and on each re-valuation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio;

c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability shall be allocated to the relevant portfolio. The liabilities shall be segregated on a Fund by a Fund basis with third party creditors having recourse only to the assets of the Fund concerned;

d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability shall be allocated to all the portfolios pro rata to the net asset values of the relevant Fund, provided that the AIFM may reallocate any asset or liability previously allocated by it if in its opinion circumstances so require; and the AIFM may in the books of the Company appropriate an asset or liability from one portfolio of assets to another if for any reason (including, but not limited to, a creditor proceeding against certain assets of the Company) an

asset or a liability would but for such appropriation not have been borne wholly or partly in the manner determined by the AIFM under this Article;

(e) upon the payment, or the occurrence of the record date, if determined, for payment, of dividends to the holders of any Fund, the Net Asset Value of such Fund, shall be reduced by the amount of such dividends;

(f) if there have been created, as provided in Article 5, within a Fund, Classes of Shares, the allocation rules set forth above shall be applicable mutatis mutandis to such Classes. This shall further be the case if within a Fund or Funds pools are created and further, in case assets of several Funds are pooled.

D. For the purposes of this Article:

a) Shares of the Company to be redeemed under Article 20 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

b) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than EUR, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the asset value of Shares; and

c) effect shall be given on any Valuation Day to any redemptions or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable;

d) Pooling.

The management of the assets of a Fund (for this purpose a "Portfolio") may be done under the method of inter-Portfolio pooling.

For the purpose of effective management, where the investment policies of the Portfolios so permit, the AIFM may thus choose to comanage assets of certain Portfolios.

In such case, assets of different Portfolios will be managed in common. The assets which are co-managed shall refer to as a "pool" notwithstanding the fact that such pools are used solely for internal management purposes. The pools do not constitute separate entities and are not directly accessible to investors. Each of the co-managed Portfolios shall be allocated its specific assets.

Where the assets of more than one Portfolio are pooled, the assets attributable to each participating Portfolios will initially be determined by reference to its initial allocation of assets to such a pool and will change in the event of additional allocations or withdrawals.

The entitlements of each participating Portfolio to the co-managed assets apply to each and every line of investments of such pool.

Additional investments made on behalf of the co-managed Portfolios shall be allotted to such Portfolios in accordance with their respective entitlements, whereas assets sold shall be levied similarly on the assets attributable to each participating Portfolio."

Sixth resolution

The Shareholder DECIDES to amend article 24 of the articles of incorporation to read as follows:

"The Company shall enter into a depositary agreement with a Luxembourg bank which shall satisfy the requirements of the AIFM Law (the "Depositary"). The Depositary shall be responsible for (i) the custody of all financial instruments of the Company, (ii) the verification of ownership of other assets of the Company (iii) the monitoring of the cash of the Company and (iv) such additional oversight functions as set out in article 19 (9) of the AIFM Law.

The Depositary's liability for the supervision of the assets of the Company shall not be affected by the fact that it has entrusted all or part of the assets in its custody to a third party, according to the AIFM Law and the agreement with the Depositary.

The Depositary can, under the conditions of article 19 (14) of the AIFM Law, discharge itself of liability where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and where there are no local entities satisfying the delegation requirements laid down in article 19 (11) (ii) (d) of the AIFM Law.

In the event of the Depositary desiring to retire the AIFM shall use its best endeavours to find a company to act as depositary and upon doing so, the AIFM shall appoint such company to be depositary in place of the retiring Depositary. The AIFM may terminate the appointment of the Depositary, but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof in accordance with this provision."

Seventh resolution

The Shareholder DECIDES to amend the second paragraph of article 27 of the articles of incorporation to read as follows:

"The Board of Directors may decide to close down one Fund if the net assets of such Fund fall below the equivalent of EUR 5,000,000.- or if a change in the economic or political situation relating to the Fund concerned would justify such closing down or, if for other reasons the Directors believe it is required for the interests of the shareholders. The decision of the closing down will be published (either in a newspaper in Luxembourg and in newspapers issued in countries where

the Shares are sold (insofar as required by applicable regulations), or sent to the shareholders at their addresses indicated in the Share register or communicated via other means as deemed appropriate by the Directors) prior to the effective date of the closing down and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, the closing down operations. Unless the Board of Directors otherwise decides in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the Fund concerned may continue to request redemption at a redemption price reflecting the anticipated realization and liquidation costs on closing down the relevant Fund, but with no redemption charge or to request the conversion of their Shares. Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the closing down of the Fund concerned will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of their beneficiaries.”

Eighth resolution

The Shareholder DECIDES to amend article 29 of the articles of incorporation to read as follows:

“All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, the 2007 Law and the AIFM Law and amendments thereto.”

Ninth resolution

The Shareholder DECIDES that the restated articles of incorporation be solely drafted in English and be not followed by a French translation.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, said proxy holder signed together with Us notary this original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English only, in accordance with article 26 of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as amended.

Signé: A. DUNET, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, A.C., le 20 août 2014. Relation: EAC/2014/11293. Reçu soixante-quinze Euros (75,-EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014133391/298.

(140151208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2014.

Bolt 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 151.272.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 16 juin 2014.

Référence de publication: 2014091850/10.

(140109606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

C Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 82.552.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait du jugement

Le Tribunal de Milan a prononcé en date du 19 décembre 2013 la clôture de la procédure d'insolvabilité de la société, C Finance SA, mise en faillite le 10 août 2006.

Certifié sincère et conforme

Pour C Finance S.A.

Fideco S.A.

Référence de publication: 2014091889/14.

(140108378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

AMP Capital Investors (REST European Infrastructure No. 2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 141.806.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014091821/9.

(140109452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

AMP Capital Investors (Kemble Water) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 140.894.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014091818/9.

(140109439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Baeri S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 101.488.

Le Bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014091856/10.

(140109680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

AMP Capital Investors (IDF No. 2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 156.083.

EXTRAIT

En date du 30 juin 2014, l'associé unique a pris la résolution suivante:

- La démission de M. Richard Lane, en tant que gérant de la Société, est acceptée avec effet au 25 juin 2014;

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014091817/12.

(140109256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Shanna S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 111.704.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires à Luxembourg le 1^{er} février 2014

Transfert du siège de la Société du 60, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} février 2014.

Pour SHANNA S.A

Les actionnaires

Référence de publication: 2014095255/14.

(140113103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juillet 2014.

AMP Capital Investors (REST European Infrastructure No. 3) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 141.804.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014091822/9.

(140109458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

AMP Capital Investors (Infrastructure No. 4) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 137.830.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014091811/9.

(140109431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Banque Degroof Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 25.459.

La liste des signatures au 13 juin 2014 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014091860/10.

(140108980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

BOP Luxembourg (125 OBS) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 13.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 178.634.

Les comptes annuels pour la période du 4 juillet 2013 (date de constitution) au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 juin 2014.

Référence de publication: 2014091881/11.

(140109686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Crosstree Real Estate Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 172.804.

Suite à la réunion du conseil de gérance de la Société en date du 20 mai 2014, la décision suivante a été prise:

1. Le siège social de la Société est transféré du 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg à partir du 1^{er} juillet 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Crosstree Real Estate Finance S.à r.l.

Patrick L.C. van Denzen

Gérant de catégorie B

Référence de publication: 2014091912/15.

(140109752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Auto Helfent S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 8, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 34.588.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014091840/9.

(140108998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Berlys S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 55.432.

Le Bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014091872/10.

(140109678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

AMP Capital Investors (Luxembourg No. 6) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 155.993.

EXTRAIT

En date du 26 juin 2014, l'associé unique a pris la résolution suivante:

- La démission de M. Richard Lane, en tant que gérant de la Société, est acceptée avec effet au 25 juin 2014;

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014091820/12.

(140109110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Creatherm SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9412 Viande, 12, rue de la Frontière.
R.C.S. Luxembourg B 175.591.

Auszug aus dem Protokoll der Ausserordentlichen Generalversammlung abgehalten am Gesellschaftssitz am 2. Juli 2014 um 15.00 Uhr

Werden zu Verwaltungsratsmitgliedern ernannt:

Herr Daniel SCHAMMEL, geboren am 24.01.1977 in Ettelbruck, beruflich wohnhaft in L-1528 Luxembourg, 8A Boulevard de la Foire.

Frau Christine SCHLECHTER, geboren am 28.11.1991 in Luxemburg, wohnhaft in L-9425 Vianden, 64 rue du Sanatorium.

Frau Carina BURGHARD wird in ihrer Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied und delegiertes Verwaltungsratsmitglied bestätigt.

Alle Mandate enden nach der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2019.

Die Gesellschaft wird rechtsgültig verpflichtet durch die Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die alleinige Unterschrift des delegierten Verwaltungsratsmitglieds.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Vianden, den 2. Juli 2014.

BURGHARD Carina

Delegiertes Verwaltungsratsmitglied

Référence de publication: 2014096969/23.

(140115458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Babette S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 165.691.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014091855/9.

(140109174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Bellavista Feeder Fund, SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 158.677.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014091868/10.

(140109555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Berlys Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 55.431.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014091871/10.

(140109682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Le Palmier Blanc S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5549 Remich, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 166.789.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LE PALMIER BLANC S.à r.l.
Société à responsabilité limitée
FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014093933/12.

(140111082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2014.

Silverlands (SA) Plantations, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 13.169.308,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 171.996.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juillet 2014.

Duncan Smith
Mandataire

Référence de publication: 2014094210/13.

(140111517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2014.

Steel Balboa 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 188.352.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the first day of July.

Before the undersigned, Maître Henri BECK, a notary resident in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Mrs. Teresa Ruiz, business owner, born in Jerez de los Caballeros (Spain) on January 1, 1932, with domicile at these effects in Jerez de los Caballeros, carretera Badajoz, km 32, (Badajoz) Spain,

here represented by Peggy Simon, private employee, whose professional address is in Echternach, by virtue of a power of attorney given under private seal,

2. Mr. Alfonso Gallardo, business owner, born in Jerez de los Caballeros (Spain) on February 2, 1932, with domicile at these effects in Jerez de los Caballeros, carretera Badajoz, km 32, (Badajoz) Spain

here represented by Peggy Simon, prenamed, by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing parties and the undersigned notary, the powers of attorney will remain attached to this deed to be registered with it. The appearing parties, represented as set out above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

V. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “Steel Balboa 1 S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company’s registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

VI. Capital - Shares**Art. 5. Capital.**

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital. Notwithstanding the provisions of this clause 6.4, approval of the shareholders representing at least three-quarters of the share capital is not required in the event of the total or partial realisation of a pledge over all the shares of the Company and granted, upon provision, to one or more persons within the scope of one transaction.

6.5. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.6. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.7. The Company may redeem its own shares, provided:

- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
- (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

VII. Management - Representation**Art. 7. Appointment and removal of managers.**

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of any manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

VIII. Shareholders

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board.

The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

IX. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

(i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

13.5. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held at the registered office or at any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the second Monday of May of each year at 10.00 a.m. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to reappointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

X. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

XI. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first (31) of December 2014.

Subscription and payment

Mrs. Teresa Ruiz, represented as stated above, subscribes for five thousand (5,000) shares in registered form, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of five thousand euros (EUR 5,000),

and

Mr. Alfonso Gallardo, represented as stated above, subscribes for seven thousand five hundred (7,500) shares in registered form, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of seven thousand five hundred euros (EUR 7,500.-).

The amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand one hundred Euro (EUR 1.100.-).

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, its shareholders, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Mr. Joel CARDENAS SAN MARTIN, company director, born in Bilbao (Spain), on March 3, 1978, residing professionally at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg; and

- Mr. Etienne BIREN, company director, born on 28 September 1987 in Messancy (Belgium), residing professionally at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

2. The registered office of the Company is located at 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing parties that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

This notarial deed is drawn up in Echternach, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing parties.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le premier jour de juillet,

Par devant le soussigné Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Madame Teresa Ruiz, chef d'entreprise, née à Jerez de los Caballeros (Espagne) le 1 janvier 1932, domiciliée à cet effet à Jerez de los Caballeros, carretera Badajoz, km 32, (Badajoz) (Espagne),

représentée par Peggy Simon, employée privée, avec adresse professionnelle à Echternach, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

2. Monsieur Alfonso Gallardo, chef d'entreprise, né à Jerez de los Caballeros (Espagne) le 1 février 1932, domiciliée à cet effet à Jerez de los Caballeros, carretera Badajoz, km 32, (Badajoz) (Espagne),

représenté par Peggy Simon, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, lesdites procurations resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "Steel Balboa 1 S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance.

Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées, ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500,-) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social. Nonobstant les dispositions du présent article 6.4, l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social n'est pas nécessaire dans le cas de la réalisation totale ou partielle d'un nantissement sur la totalité des parts sociales de la Société et est autorisé, sur présentation, à une ou plusieurs personnes dans le cadre d'une transaction.

6.5. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.6. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.7. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition:

- (i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou
- (ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil). Les associés peuvent décider de nommer des gérants de deux différentes classes, à savoir un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Le Conseil peut déléguer des pouvoirs spéciaux ou limités pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(ii) Une convocation écrite de toute réunion du Conseil est donnée à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, à la condition que lorsque les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B votent en faveur de la décision. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature individuelle d'un quelconque gérant

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associés

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Lorsque des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société dans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité détaillés ci-dessus. Elles porteront la date de la dernière signature reçue avant l'expiration du délai fixé par le Conseil.

Art. 12. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Ecrites des Associés est considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés de la façon suivante:

(i) si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question, soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou

(ii) si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale annuelle.

13.5. Si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), l'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le deuxième

lundi du mois de mai de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvré suivant.

Art. 14. Commissaires / réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

14.2. Si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont sujets à la renomination par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) Le Conseil établit des comptes intérimaires;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) le Conseil doit décider de distribuer les dividendes intérimaires dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer la répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société à la demande du Conseil.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la Société commence à la date du présent acte et s'achèvera le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Madame Teresa Ruiz, représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à cinq mille (5.000) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, et les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de cinq mille euros (EUR 5.000,-),

et

Monsieur Alfonso Gallardo, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à sept mille cinq cents (7.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, et les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de sept mille cinq cents euros (EUR 7.500,-).

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille cent Euros (EUR 1.100,-).

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Mr. Joel CARDENAS SAN MARTIN, administrateur de sociétés, né à Bilbao (Espagne), le 3 mars 1978, ayant son adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et

- Mr. Etienne BIREN, administrateur de sociétés, né le 28 septembre 1987 à Messancy (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes que le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences, la version anglaise fait foi.

Le présent acte notarié est passé à Echternach, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire des parties comparantes.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 03 juillet 2014. Relation: ECH/2014/1253. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 08 juillet 2014.

Référence de publication: 2014097582/520.

(140116343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Caisse Raiffeisen Musel-Sauerdall, Société Coopérative.

Siège social: L-6794 Grevenmacher, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 20.415.

L'an deux mille quatorze, le 28 avril 2014 à Grevenmacher

s'est réunie

la seconde Assemblée Générale Extraordinaire de la société coopérative Caisse Raiffeisen Musel-Sauerdall.

La Caisse Raiffeisen Musel-Sauerdall fut constituée sous forme de société coopérative sous le régime de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales par acte sous seing privé du 6 novembre 1935, publié au Mémorial no 81, Recueil Spécial du 20 novembre 1935.

Par décision de son Assemblée Générale Extraordinaire du 20 août 1946, publié au Mémorial no 41, Recueil Spécial du 14 septembre 1946, elle adopta le régime d'une association agricole basée sur l'arrêté grand-ducal du 17 septembre 1945 portant révision de la loi du 27 mars 1900 sur l'organisation des associations agricoles.

Et dont les statuts furent modifiés par la suite suivant décisions des Assemblées Générales Extraordinaires en date des 24 mars 1983, 29 décembre 1986, 23 mars 1987, 13 décembre 1993, 20 mars 2002, 1^{er} décembre 2003 et 21 décembre 2005 publiées au Mémorial C Annexe no 4 du 9 août 1983, resp. au Mémorial C no 101 du 16 avril 1987 resp. au Mémorial C no 171 du 10 juin 1987 resp. au Mémorial C no 146 du 18 avril 1994 resp. au Mémorial C no 1350 du 18 septembre 2002 resp. au Mémorial C no 27 du 9 janvier 2004 resp. au Mémorial C no 748 du 12 avril 2006.

L'assemblée est déclarée ouverte à 11:00 heure sous la présidence de Monsieur Streng Henri,

L'assemblée désigne comme secrétaire Monsieur Maurer Patrick,

et comme scrutateurs Monsieur Schweich Guy et Monsieur Zeimetz Patrick.

Le bureau ainsi constitué, le président expose ce qui suit:

Une première assemblée générale, qui s'était réunie le 2 avril 2014, n'avait pas été régulièrement constituée, étant donné que la proportion des deux tiers des associés n'était ni présente ni représentée.

Conformément à l'article 52 des statuts, une seconde assemblée peut être convoquée dans les formes statutaires à quinze jours francs d'intervalle au moins.

Cette convocation a eu lieu moyennant lettres missives du 10 avril 2014 adressées aux associés.

Par ailleurs, conformément au même article, la seconde assemblée générale délibère valablement, quelque soit le nombre des associés présents.

L'assemblée constate qu'elle est dès lors régulièrement constituée et qu'elle peut valablement délibérer.

Les associés présents ou représentés sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le bureau, demeurera ci-annexée pour être formalisée en même temps.

L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Modification de l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

La Caisse a pour but de satisfaire les besoins financiers de ses associés et de ses clients, en leur rendant le meilleur service au moindre coût possible selon les principes établis par F.W. Raiffeisen.

La Caisse a, en conséquence, plus précisément pour objet:

1. d'exploiter une caisse d'épargne et de crédit au sens de la loi relative au secteur financier et en conséquence notamment:

- a) de recevoir des fonds en dépôt, à vue ou à terme,
- b) de consentir des prêts et des crédits,
- c) d'effectuer toute opération bancaire;

2. de favoriser les intérêts des exploitations agricoles et viticoles de leurs coopératives et organismes professionnels ainsi que de ses associés et clients;

3. d'effectuer toute opération connexe, se rapportant directement ou indirectement à la réalisation des buts définis ci-dessus.

2. Modification de l'article 4 alinéa 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:

La Caisse poursuit la réalisation de son objet dans le cadre de la Banque Raiffeisen; elle est affiliée à la Banque Raiffeisen au sens de l'article 8 des statuts de celle-ci et de la loi relative au secteur financier, adhère à toutes les dispositions des statuts de la Banque Raiffeisen et y souscrit une/des part(s) sociale(s).

3. Modification des alinéas 4 et 6 de l'article 5 des statuts pour leur donner la teneur suivante:

Le fonds social de la Caisse s'élève actuellement à 42.100 euros, représenté par 1.684 parts sociales entièrement libérées.

La liste des associés et les autres pièces et mentions requises seront déposées au registre de commerce et des sociétés conformément aux articles 132 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales,

4. Modification de l'article 7 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Les associés sont tenus des engagements de la Caisse divisément et seulement jusqu'à un montant égal à dix (10) fois la valeur nominale de la part sociale souscrite.

5. Modification de l'article 8 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Peuvent devenir associés, à condition de ne pas faire partie d'une autre Caisse Raiffeisen, de la Banque Raiffeisen ou de la société coopérative destinée à accueillir comme associés les clients de la Banque Raiffeisen:

les personnes physiques majeures et les personnes morales qui manifestent leur intérêt pour la Caisse notamment en lui confiant tout ou une partie importante de leurs opérations d'épargne et de crédit ou pour lesquels la Caisse a un intérêt prépondérant à les avoir comme associés.

6. Modification de l'article 9 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Toute personne désirant devenir associé devra présenter une demande d'admission au président du conseil d'administration de la Caisse. Le conseil d'administration en décide dans le délai de trois mois de la réception de la demande.

Les décisions concernant l'admission sont prises par le conseil d'administration à la majorité des administrateurs en fonction.

L'admission ne devient définitive que par la libération de la mise qui sera égale à la valeur nominale de la part sociale.

7. Modification de l'article 12 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

L'associé peut être exclu de la Caisse:

- lorsque ses agissements sont nuisibles aux intérêts de la Caisse,

- lorsqu'il n'exécute pas ses obligations statutaires ou autres envers la Caisse.

L'exclusion est prononcée par le conseil d'administration. Le conseil d'administration en informe l'associé concerné par lettre recommandée. Celui-ci pourra, dans un délai de huit jours, exercer un recours devant l'assemblée générale, par lettre recommandée adressée au président du conseil d'administration. Ce délai court depuis le deuxième jour ouvrable après la date de l'expédition telle qu'elle résulte du timbre postal. L'assemblée générale statuant sur ce recours délibère conformément aux dispositions de l'article 47 des statuts.

8. Modification de l'article 16 4^{ème} tiret des statuts pour lui donner la teneur suivante:

- de répondre des obligations de la Caisse jusqu'à un montant égal à dix (10) fois la valeur nominale de la part sociale souscrite;

9. Modification de l'article 18 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Les administrateurs et les commissaires sont élus parmi les associés par l'assemblée générale pour une durée de quatre ans.

Après l'expiration de leur mandat, les administrateurs et les commissaires sont réputés être d'office candidats et rééligibles pour autant qu'ils n'aient déclaré par écrit leur renonciation.

Les administrateurs et les commissaires peuvent se démettre de leur fonction à tout moment.

10. Modification de l'article 19 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Pour être éligible au conseil d'administration ou au collège des commissaires, il faut:

1. - soit être associé personne physique depuis au moins un an, sauf si le candidat a déjà été pendant au moins un an associé d'une autre Caisse Raiffeisen ou de la société coopérative destinée à accueillir comme associés les clients de la Banque Raiffeisen,

- soit être une personne physique dûment désignée comme candidat par un associé personne morale qui à son tour devra remplir les conditions susdites;

2. manifester son intérêt pour la Caisse notamment en lui confiant tout ou une partie importante de ses opérations d'épargne et de crédit;

3. posséder l'honorabilité professionnelle nécessaire pour l'exercice de ses fonctions conformément aux dispositions légales;

4. ne pas exercer une fonction rémunérée au sein de la Caisse.

11. Modification de l'article 23 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Nul ne peut simultanément être administrateur ou commissaire et occuper une fonction ou exercer une activité quelconque:

- dans une autre Caisse Raiffeisen;

- dans un établissement de crédit non affilié à la Banque Raiffeisen;

- dans la société coopérative destinée à accueillir comme associés les clients de la Banque Raiffeisen.

Un ancien salarié de la Caisse licencié ne peut être administrateur ou commissaire.

12. Modification de l'article 25 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Les décisions du conseil d'administration et du collège des commissaires n'exigent en principe aucune intervention de la Banque Raiffeisen.

Cependant, en vue de sauvegarder les intérêts tant de la Caisse que de l'ensemble de l'organisation coopérative d'épargne et de crédit, les décisions visées aux articles 1, 2, 5 al.3, 12, 24, 29, 33 al.7, 35 et 54 al.1 et 2 des présents statuts, ainsi que les décisions relatives à l'engagement des employés de la Caisse, nécessitent l'agrément préalable et écrit de la Banque Raiffeisen qui formulera par écrit les accords préalables ou agréments, les dérogations et les dispenses requis par les présents statuts.

13. Modification de l'article 33 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Le conseil d'administration gère les affaires de la Caisse en observant les dispositions légales et statutaires, les décisions de l'assemblée générale ainsi que les règlements et les Instructions de la Banque Raiffeisen.

Il jouit à l'égard des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Caisse et accomplir tous les actes relatifs à son objet.

Le conseil d'administration a notamment les attributions et fonctions suivantes:

1. convoquer les assemblées générales, préparer leurs délibérations et exécuter leurs décisions;

2. présenter à l'assemblée générale ordinaire le rapport d'activité de l'exercice écoulé;

3. contrôler à la fin de chaque année l'inventaire de tous les éléments actifs et passifs de la Caisse ainsi que les bilans et compte de profits et pertes établis par le gérant;

4. décider sur les demandes d'admission ou éventuellement l'exclusion des associés;

5. veiller à ce que toutes les liquidités soient placées à la Banque Raiffeisen en conformité avec l'article 61 ci-après;

6. donner mainlevée, avant ou après paiement, d'inscription de privilèges ou d'hypothèques, renoncer au privilège et au droit de résolution ainsi que consentir des subrogations, changements de rang ou de cessions;

7. décider des investissements mobiliers et immobiliers;

8. discuter le rapport d'audit établi par la Fonction Audit Interne de la Banque Raiffeisen;

9. décider sur toute question que les dispositions légales et statutaires n'ont pas expressément réservée à l'assemblée générale, tout en respectant les statuts, les règlements et Instructions de la Banque Raiffeisen.

Les pouvoirs du conseil d'administration comprennent, dans le cadre de ce qui précède, tant les actes d'administration que les actes de disposition.

Les administrateurs sont responsables envers la Caisse, conformément au droit commun, de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et des fautes commises dans leur gestion.

14. Modification de l'article 39 dernier tiret des statuts pour lui donner la teneur suivante;

- procéder au moins deux fois par an à un contrôle dont notamment la vérification des avoirs en caisse et en faire mention dans le registre des procès-verbaux.

15. Modification de l'article 42 alinéa 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Les personnes morales devront se faire représenter par une personne dûment habilitée à cette fin par l'organe compétent de ladite personne morale. Une copie dûment certifiée de la délibération de l'organe compétent de l'associé ainsi représenté devra être délivrée au conseil d'administration de la société sur sa demande.

16. Modification de l'article 46 alinéa 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent les lieu, date, heure et ordre du jour et sont faites, quinze jours francs avant le jour de l'assemblée générale, soit par des lettres missives adressées aux associés soit par publication au siège de la Caisse et au tableau d'affichage officiel de la/des commune(s) concernée(s) soit encore par des annonces insérées dans au moins deux organes de presse luxembourgeois respectivement quotidiens ou hebdomadaires.

17. Modification de l'article 47 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

L'ordre du jour est fixé par celui qui convoque l'assemblée générale,

Toute proposition, transmise au président du conseil d'administration au plus tard avant la fin du premier mois qui suit la clôture de l'exercice social et dont l'inscription est demandée par un cinquième au moins des associés, doit être à l'ordre du jour.

L'assemblée générale ne délibère valablement que sur les objets figurant à l'ordre du jour et en décide définitivement à la majorité des voix valablement émises quelque soit le nombre des associés présents ou représentés, sauf le cas prévu à l'article 52 des présents statuts. En cas d'égalité de voix, la proposition ou requête est rejetée.

La réformation d'une décision du conseil d'administration portant exclusion d'un associé doit recueillir les deux tiers des voix des associés présents ou représentés.

Les votes ont lieu à main levée ou au scrutin secret par bulletins. Ils devront avoir lieu au scrutin secret:

- si un cinquième des associés présents ou représentés le demande;
- si le nombre des candidats à élire aux fonctions d'administrateur ou de commissaire est supérieur à celui des sièges à pourvoir;
- si le président de l'assemblée générale le juge nécessaire.

L'assemblée générale est présidée par celui qui l'a convoquée.

18. Modification de l'article 48 alinéa 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Si des élections doivent avoir lieu au cours d'une assemblée générale, l'appel de candidatures se fait sur la convocation de l'assemblée générale, en indiquant le nombre de sièges à pourvoir ainsi que les noms des administrateurs et des commissaires sortants.

Les candidatures à l'élection des administrateurs et des commissaires doivent être déposées par déclaration écrite et contre accusé de réception au siège de la Caisse huit jours francs au moins avant la date de l'assemblée générale, sauf ce qui est stipulé à l'article 18 alinéa 2 des présents statuts; elles doivent en outre être accompagnées d'une copie dûment certifiée de la délibération de l'organe compétent de l'associé proposant le candidat, si cet associé est une personne morale.

Les candidatures doivent mentionner l'état civil, la date de naissance, la profession et le domicile du candidat; ce dernier devra remplir les conditions d'honorabilité professionnelle prévues par la loi relative au secteur financier.

Sont déclarés élus à l'issue du scrutin, les candidats ayant présenté leur candidature en vertu du présent article et ayant obtenu le plus de voix. Lorsqu'il est nécessaire de départager les candidats ayant obtenu le même nombre de voix, le candidat le plus âgé est réputé élu.

19. Modification de l'article 51 5^{ème} tiret des statuts pour lui donner la teneur suivante:

- se prononcer au sujet de l'exclusion d'un associé en vertu de l'article 12 des présents statuts;

20. Modification de l'article 54 alinéa 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante: Le gérant est nommé et révoqué par le conseil d'administration.

21. Modification de l'article 56 4^{ème} tiret des statuts pour lui donner la teneur suivante:

- accorder des prêts et crédits dans le cadre des pouvoirs qui lui ont été attribués par la Banque Raiffeisen, surveiller ceux-ci et conserver les sûretés;

22. Modification de l'article 59 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Sur l'excédent des recettes, déduction faite de tous frais généraux, charges, impôts, taxes, amortissements et provisions, il peut être réparti aux parts sociales une allocation qui n'excède pas le taux directeur de la Banque Centrale Européenne, augmenté de 1%.

Le solde est versé au fonds de réserve.

La Caisse ne pourra disposer du fonds de réserve et des provisions qu'avec l'accord préalable écrit de la Banque Raiffeisen.

23. Modification de l'article 60 alinéa 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

En cas de dissolution de la Caisse, la liquidation est faite par les administrateurs en exercice ou par un ou plusieurs liquidateurs élus par l'assemblée générale, sur avis conforme préalable de la Banque Raiffeisen.

24. Modification de l'article 61 des statuts pour lui donner la teneur suivante;

Toutes les liquidités, à l'exception de l'encaisse, sont obligatoirement déposées auprès de la Banque Raiffeisen.

Tout autre placement est prohibé.

25. Modification du point XV des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Dispositifs de contrôle

26. Modification de l'article 62 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

L'organisation et la gestion de la Caisse seront, à part le contrôle interne exercé par le collège des commissaires, obligatoirement contrôlées par la Fonction Audit Interne de la Banque Raiffeisen conformément aux dispositions des articles suivants.

27. Modification de l'article 63 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

La fréquence des missions d'audit est déterminée sur base d'un plan d'audit établi par la Banque Raiffeisen pour une période pluriannuelle avec pour objectif de couvrir l'ensemble des activités de la Caisse en tenant compte à la fois des risques et de l'efficacité des dispositifs de gouvernance et de contrôle interne, sauf en ce qui concerne l'application des statuts, qui sera vérifiée à chaque exercice social.

Les missions d'audit spécifiques ont lieu à la demande du conseil d'administration de la Caisse ou si la Banque Raiffeisen le juge nécessaire. Leur étendue et leurs modalités se règlent d'après les faits qui les ont motivées.

Chaque mission d'audit devra faire l'objet d'un rapport d'audit écrit en deux exemplaires destinés, l'un à la Caisse contrôlée, l'autre à la Banque Raiffeisen. En fonction de l'importance des risques et de la gravité des manquements identifiés, la Banque Raiffeisen fera convoquer, si nécessaire, une réunion du conseil d'administration et/ou du collège des commissaires de la Caisse, au cours de laquelle les conclusions du rapport de mission d'audit seront commentées oralement.

La Fonction Audit Interne de la Banque Raiffeisen se réfère aux Normes Internationales pour la pratique professionnelle de l'audit et aux réglementations en vigueur.

28. Modification de l'article 64 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Le conseil d'administration prend toute mesure pour redresser les carences, anomalies et dysfonctionnements relevés par la Fonction Audit Interne de la Banque Raiffeisen.

Le collège des commissaires veille tout particulièrement à l'application de cette disposition.

Lorsque la mission d'audit fait apparaître notamment la violation des dispositions législatives, statutaires ou des instructions ou règlements de la Banque Raiffeisen, une assemblée générale peut être convoquée par la Banque Raiffeisen en vue de délibérer sur les mesures propres à assurer le redressement de la situation de la Caisse.

29. Suppression de l'article 68 des statuts.

Toutes ces modifications ont été adoptées par 31 voix pour, 0 voix contre, et 0 abstentions.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance.

Et après lecture faite, le président, le secrétaire et les scrutateurs ont signé, aucun autre associé n'ayant demandé à signer.

Fait en double à Grevenmacher, le 28 avril 2014.

Signatures.

Référence de publication: 2014097995/235.

(140117117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

VR International, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2352 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Probst.

R.C.S. Luxembourg B 168.770.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014094375/11.

(140112071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2014.

Weatherford International (Luxembourg) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 146.622.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 31 décembre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 31 janvier 2014.

Référence de publication: 2014093258/11.

(140110499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2014.

Palomas, Société Civile.

Siège social: L-1527 Luxembourg, 56, rue du Maréchal Foch.

R.C.S. Luxembourg E 5.388.

STATUTS

Les soussignées,

1) LEWEN CAPITAL, société de la république du Panama, ayant son siège social à, 32400 Panama City, (PANAMA), 24, Via Espana - Calle Elvira Mendez, Immeuble Torre Delta 14^{ème} étage, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Panama, sous le numéro IBC 599057;

2) RMC, société de droit des Seychelles, ayant son siège social à Victoria, Mahé (SEYCHELLES), Rue Francis Rachel Street, Suite 13, Oliaji Trade Centre - 1st floor, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Mahé, sous le numéro IBC 7494697

(Ci-après, les "Associés-Fondateurs"),

Déclarent par la présente former entre eux une société civile dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

I. - Dénomination, Objet, Siège, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé entre les associés (les "Associés-Fondateurs") ci-avant une société civile particulière qui a la dénomination "PALOMAS" (ci-après, la "Société").

Art. 2. La Société a pour objet la détention de tout type de véhicules motorisés ainsi que la prise de participations dans tous biens mobiliers, la mise en valeur de ces participations et de ces biens et plus généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension, le développement et l'exploitation.

Art. 3. Le siège de la Société est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché par décision de la gérance.

Art. 4. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

La Société sera dissoute de plein droit lorsqu'il n'y aura plus parmi ses associés qu'un seul Associé-Fondateur.

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la déconfiture ou la faillite d'un ou de plusieurs associés. Les héritiers ou ayants droit ne pourront en aucun cas requérir l'apposition de scellés sur les biens et propres de la Société, ni s'immiscer d'aucune manière dans les actes de gestion, sauf exception statutaire.

II. - Capital social

Art. 5. Le capital social est fixé à dix Euros (EUR 10.-), représenté par dix (10) parts sociales ayant chacune une valeur nominale de un Euro.(EUR 1.-).

Art. 6. Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices ainsi que l'affectation des pertes, à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes. Les bénéfices réalisés sont affectés aux comptes courants des associés et distribués sans décision préalable d'une assemblée générale. Le droit de vote est organisé conformément aux présents statuts.

III. - Cessions des parts

Art. 7. Toute cession de parts, sans préjudice de formalités supplémentaires prévues aux présents statuts, s'opérera par acte authentique ou sous seing privé suivant les dispositions de l'article 1690 du Code civil.

Art. 8. Toute cession de parts d'un associé ne pourra porter que sur l'intégralité des parts détenues par cet associé.

IV. - Responsabilité des associés

Art. 9. Dans leurs rapports respectifs, les associés sont tenus des dettes de la Société, chacun dans la proportion du nombre de parts qu'il détient. Vis-à-vis des créanciers de la Société les associés sont tenus des dettes de la Société, chacun dans la proportion du nombre de parts qu'il détient. Dans tous actes qui contiendront des engagements au nom de la Société, les gérants devront, sauf accord contraire et unanime des associés, sous leur responsabilité, obtenir des créanciers une renonciation formelle au droit d'exercer une action personnelle contre les associés, de sorte que lesdits créanciers ne puissent intenter d'action et de poursuite que contre la Société et sur les biens qui lui appartiennent.

En cas d'accord contraire et unanime des associés, la gérance devra, sous sa responsabilité, obtenir des créanciers une restriction du droit de poursuite à l'encontre des associés en fonction de leur participation au capital de la Société.

V. - Gérance, Année sociale, Assemblées

Art. 10. La Société est gérée par un gérant nommé par l'assemblée générale des Associés-Fondateurs.

Art. 11. Le gérant a les pouvoirs de disposition les plus étendus pour gérer la Société et l'engager en toutes circonstances. Il a tous les pouvoirs non réservés expressément par les statuts à l'assemblée générale.

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.

Art. 13. Les assemblées des associés sont convoquées par le gérant, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, moyennant lettre recommandée à la poste, courrier électronique ou par tout autre moyen écrit, avec confirmation de réception, avec un préavis d'une semaine au moins et l'indication de l'ordre du jour dans les convocations. L'assemblée doit également être convoquée par le gérant dans la quinzaine de la réception de la demande et dans les mêmes formes que ci-dessus, lorsqu'un ou plusieurs associés possédant au moins vingt pour cent du capital social en font la demande par lettre recommandée, courrier électronique ou par tout autre moyen écrit, avec confirmation de réception en indiquant l'ordre du jour de l'assemblée.

Toutefois, pour autant que tous les associés soient présents et d'accord à ce sujet, des questions ne figurant pas à l'ordre du jour peuvent être valablement discutées et votées.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les associés ayant droit de vote, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une assemblée générale des associés.

Art. 14. Les associés se réunissent chaque année en assemblée endéans les quatre mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 15. Tous les associés ont le droit d'assister aux assemblées générales et chacun d'eux peut s'y faire représenter par un autre associé.

Chaque part sociale dispose d'un droit de vote tant qu'elles sont détenues par les Associés Fondateurs, sans pour autant qu'un associé ne puisse exercer plus de vingt-cinq pour-cent (25%) des droits de vote totaux. En cas de transmission ou cession des parts à un associé non fondateur, le droit de vote de ces parts est suspendu.

Art. 16. Lorsque l'assemblée ordinaire est appelée à délibérer elle doit être composée d'associés représentant la moitié au moins de toutes les parts ayant droit de vote. Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée générale est convoquée à nouveau endéans un mois et elle délibère valablement quel que soit le nombre de parts représentées, mais seulement sur les points à l'ordre du jour de la première réunion.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des associés avec droit de vote, présents ou représentés.

Art. 17. L'assemblée générale ordinaire arrête les comptes annuels, entend le rapport du gérant sur les affaires sociales, accorde ou refuse la décharge au gérant, délibère sur toutes propositions portées à l'ordre du jour, qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

Art. 18. L'assemblée générale extraordinaire est celle qui peut apporter toutes modifications aux statuts, quelle qu'en soit la nature.

VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 19. La Société est dissoute de plein droit, lorsqu'il n'y aura plus qu'un seul Associé-Fondateur.

L'assemblée générale, régulièrement constituée, conserve pendant la liquidation, les mêmes attributions que durant le cours de la Société. Elle a notamment le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et de donner quitus au liquidateur.

L'actif net de la liquidation, après le règlement des engagements sociaux, est réparti en nature entre les associés proportionnellement au nombre des parts possédées par chacun d'eux.

VII. - Disposition générale

Art. 20. Les articles 1832 à 1872 du Code civil trouveront application partout où il n'y est pas dérogé par les statuts et par les conventions sous seing privé entre associés.

Souscription

Les statuts de la Société ayant ainsi été établis, les comparants ès-qualités qu'ils agissent, déclarent souscrire aux dix (10) parts sociales et les libérer en valeur nominale comme suit:

- LEWEN CAPITAL, prénommé, 9 parts sociales
- RMC, prénommé, 1 parts sociales

Total: dix sociales

Toutes les parts sociales ont été ou seront intégralement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de dix Euros (EUR 10.-) sera à la libre disposition de la Société, ce que les associés reconnaissent expressément.

Réunion en assemblée générale

Et à l'instant, les comparants, ès qualités qu'ils agissent, se sont réunis en assemblée générale et à l'unanimité des voix ils ont pris les résolutions suivantes:

1. Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

- Maître Jean-Philippe LAHORGUE, Avocat à la Cour, né le 7 juin 1985, demeurant L-1527 Luxembourg, 56 rue du maréchal Foch.

La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du gérant.

2. Le siège de la Société est établi à 56 rue du maréchal Foch, L-1527 Luxembourg

Exécuté en deux originaux à Luxembourg le 30 juin 2014.

Signatures.

Référence de publication: 2014098590/112.

(140116651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

BDPE S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 60, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 98.017.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des associés tenue au siège social le 30 juin 2014:

1) L'Assemblée décide d'accepter la démission, avec effet immédiat, du gérant, Monsieur Daniel Galhano, né le 13 juillet 1976, à Moyeuve-Grande (France) et demeurant professionnellement au 60, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

2) L'Assemblée décide de nommer à la fonction de gérants de la société avec effet immédiat pour une durée indéterminée:

- Madame Laetitia Sylviane Pascale Vauchez, née le 19 juin 1982, à Lons-le-Saunier (France) et demeurant professionnellement au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg;

- Madame Barbara Katharina Neuerburg, née le 18 mai 1979, à Krumbach (Germany) et demeurant professionnellement au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BDPE S.à r.l.

Référence de publication: 2014095578/20.

(140113532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.